

ECA Enseignement catholique
actualités



Regards éducatifs d'ailleurs

Hors-série - mars 2015 - 8 €

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :

PASCAL BALMAND /

DIRECTRICE ÉDITORIALE :

MARIE-AMÉLIE MARQ /

RÉDACTRICE EN CHEF :

SYLVIE HORGUELIN /

ONT PARTICIPÉ À LA RÉDACTION

DE CE NUMÉRO :

MIREILLE BROUSSOUS /

LAURENCE ESTIVAL /

SYLVIE HORGUELIN /

VIRGINIE LERAY /

LOUIS-MARIE PIRON /

AURÉLIE SOBOCINSKI /

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION :

MAXIME MIANAT /

RÉDACTION GRAPHIQUE :

DOMINIQUE WASMER /

PHOTO COUVERTURE : DR

RÉDACTION - ADMINISTRATION - ABONNEMENTS :

SGEC, SERVICE PUBLICATIONS,

277 RUE SAINT-JACQUES

75240 PARIS CEDEX 05

TÉL. : 01 53 73 73 71 (58)

redaction@enseignement-catholique.fr

NUMÉRO CPPAP > 0416 G 79858

NUMÉRO ISSN > 1241-4301

VINCENT IMPRIMERIES,

26 AVENUE CHARLES-BEDAUX,

BP 4229 - 37042 TOURS CEDEX 1.



© N. Fossey-Sergent

PASCAL BALMAND

Assumons ce que nous sommes

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

D'une manière générale, nous autres Français avons souvent du mal avec notre identité nationale. Pendant bien longtemps, nous avons été convaincus de constituer le centre du monde et la norme universelle. Aujourd'hui, l'heure serait plutôt à la déprime collective, sur l'air du « *tout est meilleur ailleurs* »... Est-il besoin de préciser qu'à mes yeux chacune de ces deux attitudes relève d'une seule et même difficulté à assumer ce que nous sommes ?

Ce que nous sommes, avec tout ce à quoi nous avons bien raison de tenir dans notre tradition de l'école à la française, par exemple sa foi en une culture qui fait grandir et sa méfiance à l'encontre d'une certaine forme d'utilitarisme à courte vue. Ce que nous sommes, avec aussi nos pesanteurs et nos limites, et parfois nos difficultés à répondre aux besoins nouveaux des enfants et des jeunes que nous accueillons dans nos établissements. Gardons-nous donc de l'autosatisfaction comme de l'autoflagellation. Et méfions-nous tout autant des modes et des modèles : le Berry n'est pas la Finlande, et ce qui vaut au Québec ne sera pas nécessairement transposable à l'identique en Franche-Comté.

En revanche, parce que c'est plus que jamais indispensable, sachons ouvrir nos fenêtres et prendre le risque du partage qui représente toujours une chance. En regardant l'autre, je sais mieux qui je suis, j'interroge ma culture professionnelle et mes pratiques, et c'est bien en cela que je progresse.

Les analyses et les témoignages ici rassemblés ne visent pas à nous imposer des recettes qu'il faudrait à tout prix importer plus ou moins artificiellement dans le quotidien de nos établissements. Mais ils nous disent qu'il est d'autres

« Sachons prendre le risque du partage »

manières de faire que les nôtres, et que vraiment nous avons tout à gagner à nous y confronter. En matière, par exemple, de pédagogies collaboratives, de statut de l'erreur, de capacité à faire croître la confiance, les changements de regard sont toujours décapants et à ce titre fructueux. À commencer par le fait de se poser cette question toute simple : alors que depuis des décennies nous ne cessons à bon droit de vanter les mérites des échanges internationaux pour nos jeunes, pourquoi donc sont-ils somme toute si peu fréquents entre professionnels de l'éducation et de l'enseignement ?

SOMMAIRE



D. R.

LA FRANCE S'INSPIRE DE L'ÉTRANGER


Comment les systèmes éducatifs étrangers interrogent nos pratiques	p. 4
Comparatif des systèmes éducatifs	p. 10
Sophie Vayssettes, coordinatrice des enquêtes Pisa à l'OCDE	p. 12
Jean-Michel Tricart, directeur du lycée Saint-Joseph à Istanbul	p. 13
Ouverture et solidarité internationales	p. 14

RÉCITS D'AILLEURS

 FINLANDE	p. 16	 ESPAGNE	p. 24
Au pays de Pisa		« Pour une société plus juste »	
 QUÉBEC	p. 18	 SUISSE	p. 26
Un souffle venu du Québec		Sacrée Suisse !	
 ÉTATS-UNIS	p. 20	 ALLEMAGNE	p. 28
À cheval sur deux cultures		En fac à huit ans !	
 PAYS-BAS	p. 22	 NORVÈGE	p. 30
Des lycéens de roc et d'eau		Bienvenue au lycée du futur	
 SUÈDE	p. 23	 BELGIQUE	p. 32
« J'étais un étranger... »		L'école du savoir-vivre ensemble	

ENQUÊTE

La mobilité des profs reste à construire p. 33



Si l'école française fait l'objet de critiques, elle n'a pas pour autant à rougir de ses résultats ! Tel est le constat renvoyé par les comparaisons internationales dont l'intérêt ne repose pas tant sur l'établissement de palmarès – chaque système éducatif ayant ses forces et ses faiblesses – que sur l'invitation à franchir les frontières pour découvrir d'autres méthodes. Puiser dans ce vaste chaudron permet d'enrichir les réflexions et les pratiques pédagogiques afin de mieux répondre aux nouveaux enjeux.

LA FRANCE S'INSPIRE DE L'ÉTRANGER



COMMENT LES SYSTÈMES ÉDUCATIFS ÉTRANGERS INTERROGENT NOS PRATIQUES

LAURENCE ESTIVAL

Le déclinisme serait-il en train de gagner l'école ? À l'heure où le *french bashing* fait fureur, le système scolaire n'est pas épargné. L'horizon serait-il à ce point bouché pour occulter ses atouts indéniables, enviés y compris par les pays souvent pris pour modèle ? « *Aux États-Unis, sauf dans certains établissements très élitistes où ils suivent le cursus comme les autres, il n'est pas rare d'accorder aux étudiants tricolores quelques crédits, voire de les dispenser de la première année* », explique Corinne Chabaud, ancienne chef d'établissement, aujourd'hui consultante pour des universités d'outre-Atlantique. Même l'OCDE, pourtant peu avare de critiques, décerne dans chacun de ses rapports des bons points à l'Hexagone. En témoigne, par exemple, la dernière édition de l'enquête annuelle « Regards sur l'Éducation ». La France continue de rattraper son retard dans l'enseignement supérieur : en 2012, 43 % des 25-34 ans avaient obtenu un diplôme post-bac (un taux supérieur à la moyenne de l'OCDE de 39 %). 40 % de ces étudiants ont atteint un niveau d'études supérieur à celui de leurs parents (contre 32 % en moyenne dans l'OCDE)...

Un système français qui ne manque pas d'atouts

Les raisons de ces performances sont multiples. Première d'entre elles : un investissement dans la formation des tout-petits, avec 98 % d'enfants scolarisés à l'âge de trois ans contre 79 % dans l'Union européenne. Un score qui nous place, avec la Belgique, sur la première marche du podium au niveau européen. Cet investissement n'est pas sans consé-



quence sur la poursuite de la scolarité : la maternelle joue en effet un rôle majeur dans la lutte contre les inégalités et, selon les résultats de l'enquête PISA, les élèves qui ont fréquenté l'école pendant un an avant d'entrer en primaire obtiennent de meilleures performances que leurs camarades qui n'ont pas eu cette possibilité. Et plus cette éducation pré-primaire est longue, plus les résultats se creusent à l'adolescence.

Deuxième point fort : un enseignement qui va au-delà de la seule employabilité. Le système éducatif français développe une vision humaniste de l'apprentissage qui laisse une place à la culture générale. La loi de refondation de l'école, promulguée le 8 juillet 2013, introduit le « socle commun de connaissances, de

Les lycéens de Saint-Joseph du Havre bénéficient de nombreux échanges internationaux.



compétences et de culture » que les élèves doivent avoir acquis avant leur sortie de l'école. « *Cela signifie que nous accordons par exemple de l'importance à l'histoire des arts, à la littérature, à l'apprentissage des langues comme moyen de découvrir une autre culture et de s'ouvrir à l'autre. C'est indispensable dans la formation des élèves dans toutes leurs dimensions* », souligne Claude Berruer, adjoint au secrétaire général de l'enseignement catholique. Pendant de cette culture humaniste, l'école française a aussi un certain savoir-faire en matière de développement du sens de l'analyse, de l'autonomie et de l'esprit critique. Plutôt que de donner la solution, à un problème mathématiques par exemple, les enseignants insistent sur le raisonnement qui va permettre à l'élève d'atteindre le résultat... contrairement à d'autres pays, comme la Turquie.

Last but not least : avec 63 milliards d'euros consacrés à l'éducation, la France n'a pas, malgré la crise, réduit la voilure. Mobilisant

6,1 % de son PIB pour l'éducation, l'Hexagone fait mieux que la moyenne des pays du Vieux Continent (5,8 %) et dépasse ses voisins, comme l'Allemagne et le Japon (5,1 % chacun).

Source d'inspiration

Sans tomber dans l'autoflagellation, gardons-nous de pousser de bruyants cocoricos. Si le système français a réussi le challenge de « l'école pour tous » – le taux de scolarisation frôle les 100 % –, la diversification des publics et les mutations tant sociétales qu'économiques ont profondément changé la donne. Les défis à relever sont nombreux. Comment faire en sorte que l'école devienne plus équitable ? Qu'elle prenne en compte les bouleversements dans la manière de dispenser des savoirs ? Qu'elle ajoute aux connaissances académiques des compétences transversales comme la prise de responsabilité, l'autonomie, la confiance en soi ?

Au cœur de cette quête d'amélioration de ses performances, la multiplication des partenariats entre établissements français et étrangers joue un rôle majeur. « *Le développement de ces programmes d'échanges est la meilleure façon de trouver des sources d'innovation et d'analyser avec un regard critique nos pratiques* », souligne Louis-Marie Piron, en charge des relations internationales et européennes au Sgec.

Directeur du lycée Itec-Boisfleury à Grenoble, Anthony Bardoux, précédemment chef d'établissement pendant cinq ans à l'Institut Saint-Dominique à Rome, en a fait l'expérience : « *Partir permet de mesurer les limites de notre*

En Irlande, plusieurs réseaux d'écoles congréganistes se sont regroupés.



D. R.

L'Irlande fait confiance aux trusts

Depuis quelques années, les établissements catholiques irlandais ont revu leur mode d'organisation pour permettre aux établissements sous tutelles congréganistes de poursuivre leur mission dans un pays où la crise des vocations menace la survie de certaines institutions : plusieurs réseaux se sont déjà regroupés dans des trusts qu'ils financent directement. Dirigés essentiellement par des laïcs, ils ont la responsabilité légale et morale pour administrer les établissements, selon les valeurs définies par l'ensemble de la communauté catholique et en respectant le charisme des membres fondateurs. Destinés à assurer la pérennité de l'enseignement catholique en Irlande, ces trusts ont d'autre part développé toute une palette de « services » pour leurs membres : formation des responsables des écoles et collèges concernés, proposition d'actions de communication pour les faire connaître d'un plus large public, expertises financières ou immobilières... Le système a fait de nombreux adeptes, à l'image de *Le Chéile Schools Trust* qui regroupe pas moins de quatorze congrégations, administrant près d'une soixantaine d'établissements répartis dans tout le pays. **LE**

« système. Cela fonctionne comme une loupe grossissante. En France, par exemple, pour réussir, il faut être dans le moule. » Comme nombre de ces collègues, il met en évidence les failles du système éducatif tricolore qui ne reconnaît qu'une seule forme d'intelligence et qui « préfère sanctionner les lacunes des élèves que de s'intéresser à leur progression ». « En Angleterre, les élèves sont beaucoup plus valorisés. Les « well done » et « marvellous » raisonnent souvent dans les classes et des cérémonies sont régulièrement organisées pour récompenser les meilleurs élèves ou ceux qui ont le plus progressé », constate Michelle Mergalet, chargée de mission à la direction diocésaine du Finistère, qui a développé des partenariats entre établissements situés de part et d'autre de la Manche pour inciter les enseignants à s'ouvrir à des pratiques différentes.

« La façon dont nous évaluons nos élèves a un inconvénient majeur : contrairement à nombre de leurs camarades européens, les petits Français n'ont pas confiance en eux. Ce sont les champions en matière de non réponses aux questions posées lors des enquêtes Pisa », souligne Christian Philibert, formateur. Consciente de ce problème, Marie Le Coz-Blériot, professeur de lettres en section internationale au lycée Saint-Joseph du Havre, a trouvé un début de réponse dans un établissement partenaire en Suède où elle se rend avec sa classe depuis dix ans. « J'ai été marquée par l'importance des activités orales. À travers la prise de parole, on apprend aux élèves à oser plus facilement s'affirmer », observe celle qui a décidé de donner plus de place aux exposés dans ses cours.

Déplacer son regard

Au collège Saint-Charles d'Angers, un pas supplémentaire a été franchi : les voyages d'études au Québec et en Finlande, organisés par le directeur Thierry Loiseau et son équipe de professeurs dans le cadre d'un projet de recherche avec l'université catholique d'Angers (UCO), ont été le prélude à des transformations de grande ampleur. Elles devraient être mises en place dès septembre 2015 dans deux classes

3 questions à...

Manfred Prenzel,

doyen de la School of Education de l'université technologique de Munich, expert allemand de Pisa.

Depuis la première étude Pisa, les résultats de l'Allemagne se sont fortement améliorés.

Que s'est-il passé ?

Manfred Prenzel : Nos mauvais résultats ont été vécus comme un choc. Pas seulement par les politiques mais aussi par les enseignants et les parents.

Tout le monde a été convaincu de la nécessité d'améliorer la qualité de notre enseignement. Nous avons par exemple déterminé des standards nationaux afin d'effectuer des comparaisons entre Länder et conduit sur cette base des évaluations. Nous avons également mis l'accent sur la scolarité précoce et sur l'apprentissage de la langue dès le plus jeune âge. Nous avons enfin revu la formation des enseignants en renforçant les cours de didactique.

L'amélioration des résultats a été particulièrement significative pour les élèves les plus faibles. Quelles mesures particulières ont été appliquées ?

M. P. : Nous avons cherché à détecter les difficultés le plus en amont possible afin de repérer les élèves qui étaient en danger. De gros efforts ont été effectués pour mieux comprendre comment enseigner à ce type d'élèves, comment leur permettre d'apprendre de leurs erreurs et de retrouver confiance en eux. Le rallongement du temps passé à l'école dans le primaire – nous sommes passés à une école à temps plein – nous a en outre permis d'obtenir des moyens supplémentaires pour mettre en place du tutorat et de l'accompagnement.

Quelles leçons tirez-vous de ces réformes ?

M. P. : Ce processus nous a conduits à nous interroger sur ce que les élèves apprennent ou comprennent réellement, en cherchant à faire le lien entre les *inputs* (ce que les enseignants enseignent) et les *outputs* (ce que les élèves en retiennent). Peut-être notre démarche pourrait-elle servir de source d'inspiration à la France ?

Propos recueillis par Laurence Estival

D. R.



expérimentales de 6^e. « Aujourd'hui, nous sommes capables d'aménager les parcours des élèves pour éviter à certains d'entre eux de décrocher. Pourquoi ne pas étendre cette possibilité à tous, grâce à un enseignement plus individualisé, permettant à chacun, mais à son rythme, d'arriver jusqu'au brevet des collèges ? », analyse Thierry Loiseau. Dans les salles de cours, des jeunes seront réunis, non pas en fonction de leur âge, mais de leurs affinités ou de leur niveau dans une discipline.



La réponse française aux tests Pisa

PISA 2012 : QUI SONT LES ÉLÈVES ÉVALUÉS ?

Pisa évalue le niveau scolaire des élèves âgés de 15 ans dans les 34 pays de l'OCDE. Nés en 1996 et entrés au CP en septembre 2002, 5 000 élèves français ont été évalués en mai 2012.



DES RÉSULTATS QUI S'AGGRAVENT

En 2012 comme en 2003, les élèves français ont été évalués principalement sur la culture mathématique.

- ↳ Les inégalités se creusent dans toutes les matières.
- ↳ La France perd 5 places au classement Pisa (de la 13^e à la 18^e place sur 34).
- ↳ Les résultats des élèves sont en baisse en mathématiques.

Les innovations pédagogiques introduites par de nombreux chefs d'établissement un peu partout en France doivent être confortées par une impulsion venue d'en haut. « *Regarder hors des frontières a aussi une dimension macro-économique qui va au-delà des innovations ponctuelles que l'on peut introduire dans nos établissements. En Finlande, l'amélioration des performances est la conséquence d'une*

QUE FAIT-ON POUR INVERSER LA TENDANCE ?

DEPUIS JUIN 2012, L'ÉCOLE ENGAGE SA REFONDATION :

- **Priorité au primaire**
- **Formation des enseignants dans les ESPE**
- **Nouveaux rythmes scolaires**
- **Stratégie numérique**
- **Lutte contre le décrochage scolaire**

2014, LES NOUVEAUX CHANTIERS DE LA RÉUSSITE :

- **Rénover les programmes**
- **Repenser les métiers de l'enseignement**
- **Renforcer l'éducation prioritaire**

➤➤➤ **CRÉATION DE 60 000 POSTES POUR METTRE EN ŒUVRE LES RÉFORMES**

Source MEN

L'Autriche crée la « place François »



Christine Mann, présidente du Comité européen pour l'enseignement catholique.

Connaissez-vous la « Franziskus Platz » ? C'est en entendant le pape François inviter chacun à se tourner vers les plus pauvres que Christine Mann a eu l'idée de créer dans chaque classe une « place François », réservée à un enfant dont les parents ne peuvent payer les frais de scolarité. La responsable de l'enseignement catholique d'Autriche lancera le projet dans les vingt-trois écoles de l'archidiocèse de Vienne en septembre 2015, avec l'espoir que les 300 autres écoles catholiques autrichiennes suivront. « *Nous prendrons aussi en charge l'achat de l'uniforme et le coût des sorties* », précise-t-elle. Avec un point de

vigilance : « *Les autres élèves ne devront pas savoir de quel enfant il s'agit. Cela nécessite une grande discrétion de la part des enseignants. C'est pourquoi nous allons établir des règles de fonctionnement. Nous ne voulons pas qu'il y ait une pression sur l'enfant concerné.* » **SH**

réforme systémique et globale. En France, le débat reste trop focalisé sur des problèmes d'organisation : quel rythme scolaire ? Faut-il redoubler ou non ? Faut-il supprimer les notes ? On passe à côté de l'essentiel ! », observe Alain Bouvier, rédacteur en chef de la *Revue Internationale d'éducation de Sévres*.

Roger-François Gauthier, inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et professeur à Paris-Descartes, spécialiste des comparaisons internationales, en est lui aussi convaincu : « *Regarder ce que font les autres permet de déplacer son regard pour comprendre comment d'autres pays ont répondu aux interrogations fondamentales portant notamment sur la finalité de l'école.* » Et si, selon lui, le système scolaire doit former des élèves plus confiants en eux et capables de penser le monde dans sa globalité, pourquoi ne pas s'inspirer d'autres pays ?

« *Outre-Atlantique, les réponses sont plus claires qu'en France, relève par exemple Corinne Chabaud. Le système scolaire cherche à rendre les élèves heureux, même si à nos yeux l'école est beaucoup plus superficielle qu'ici. Dès le lycée, les élèves peuvent continuer leur scolarité en ne suivant que quelques matières en fonction de leurs centres d'intérêt. Les nombreuses activités sportives et culturelles, développées après les heures de classe, vont leur donner les compétences indispensables comme le sens de l'initiative ou le plaisir de travailler en équipe,*

qualités que notre école peine à transmettre... » De quoi alimenter la réflexion des responsables hexagonaux qui ont déjà sauté dans le train, même si, comme le regrette Xavier Pons, maître de conférence à l'université Paris-Est Créteil et spécialiste des études Pisa, les résultats de ces dernières ne sont pas suffisamment exploités. « On reste au niveau des généralités. Il n'y a pas de travail d'appropriation, de ce que veut dire, par exemple, une détérioration du score des élèves en culture mathématiques », note-t-il.

Reste que le système français a beaucoup évolué au cours de ces dernières années. L'idée de créer, grâce au socle commun, une école englobant primaire et collège, comme cela se pratique en Suède ou Finlande, ou assurant un continuum entre le lycée et l'université, du bac - 3 au bac + 3, comme au Royaume-Uni, fait son chemin. « Et nous ne sommes qu'au début d'un processus dans lequel les expériences menées à l'étranger peuvent nous aider... sans pour autant chercher à les copier ! », conclut Claude Berruer.

Les manuels des établissements catholiques hongrois

Jusqu'à l'arrivée au pouvoir des communistes, en 1948, l'enseignement catholique était très fort en Hongrie. Le pays comptait alors 2/3 de catholiques et 1/3 de protestants », raconte András Giannone.

Ce professeur d'histoire et de français au lycée catholique Szent-Imre de Budapest est aussi l'un des responsables de l'enseignement catholique hongrois qui scolarise 5 % des élèves dans 500 établissements.

« Nous faisons partie du système public. Nos professeurs sont payés par l'État. Et nos écoles sont gratuites et officiellement ouvertes à tous », explique-t-il. En réalité, les élèves peuvent être choisis sur la base de leurs convictions religieuses. Les cours de religion catholique y sont obligatoires, à raison de deux heures par semaine, avec la possibilité pour les protestants de mener leur propre cours.

Des origines du christianisme...

Pour le reste, les enseignants suivent le programme de l'État, avec 10 % du temps laissé à chaque établissement pour son projet. Une marge de manœuvre que l'enseignement catholique utilise pour apporter



András Giannone, responsable de l'enseignement catholique hongrois.

des éléments de culture chrétienne. Avec une difficulté : le manque d'outils. C'est pourquoi, en complément des manuels d'histoire utilisés en classe, un petit groupe d'historiens vient de publier *Une histoire des églises chrétiennes au XX^e siècle*, un manuel en deux volumes, complété par un site web. Il permet de programmer cinq heures de cours par an (sur les

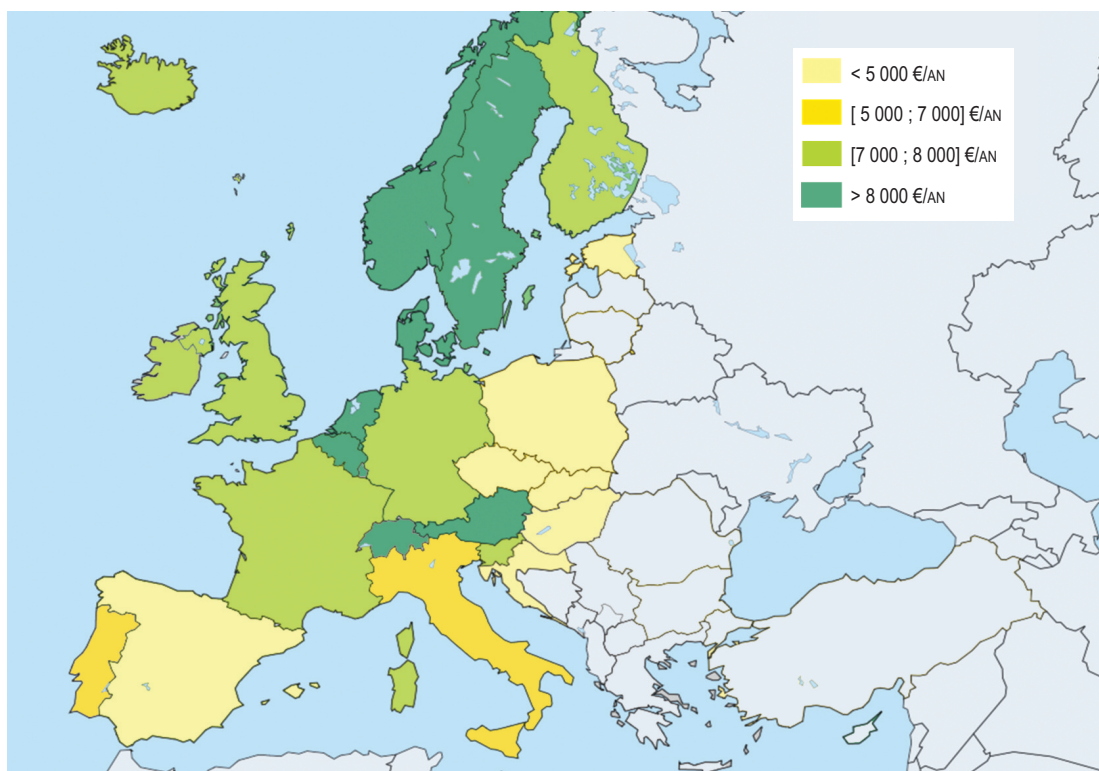
soixante-cinq heures annuelles réservées à l'histoire), pendant les quatre années du lycée. Son contenu : le christianisme des origines au XX^e siècle, avec la Doctrine sociale de l'Église.

Un livre similaire pour le collège est paru en décembre 2013. En musique, il existe aussi un guide du professeur axé sur la musique sacrée. En hongrois, des contes qui suivent l'année liturgique viennent de paraître pour les tout-petits. En biologie/chimie, un livre sur l'éthique est en cours d'élaboration.

« Nos professeurs ayant été formés avant la chute du communisme, ces manuels accompagnés de formation sont indispensables », conclut András Giannone. **SH**

Comparatif des systèmes éducatifs

MONTANT DES DÉPENSES PAR ÉLÈVE (moyenne du primaire et du secondaire)



Avec une dépense par élève de 7 478 € par an, la France se situe dans la moyenne des pays de l'Union européenne et fait jeu égal avec l'Allemagne, le Royaume-Uni et même la Finlande. Dans les pays dépensant davantage, la différence s'explique par deux principaux facteurs : le salaire des enseignants plus élevé au Danemark, aux Pays-Bas, en Suisse, et le nombre d'enseignants par classe inférieur à la moyenne des pays européens en Autriche, au Luxembourg ou en Norvège. Pour autant, les chiffres des dépenses par élève et par an dans le primaire et le secondaire cachent des disparités : ainsi la France investit beaucoup moins dans le premier que dans le second degré. Cette situation, également partagée par les Pays-Bas, est due à l'augmentation des heures de cours dès le collège, et au fait que les enseignements sont dispensés par davantage de professeurs que dans d'autres pays (comme l'Allemagne).

NOMBRE D'ÉLÈVES PAR CLASSE

EN PRIMAIRE

AUTRICHE	18,4
POLOGNE	18,6
ITALIE	18,8
SUISSE	19,4
FINLANDE	19,4
PORTUGAL	20,1
ESPAGNE	21,2
ALLEMAGNE	21,5
FRANCE	22,7
ROYAUME-UNI	24,4

AU COLLÈGE

SUISSE	18,7
ROYAUME-UNI	19,4
FINLANDE	20,3
ITALIE	21,3
AUTRICHE	22,0
PORTUGAL	22,1
POLOGNE	22,9
ESPAGNE	24,3
FRANCE	24,5
ALLEMAGNE	24,7

NOMBRE D'ÉLÈVES PAR PROF

EN PRIMAIRE

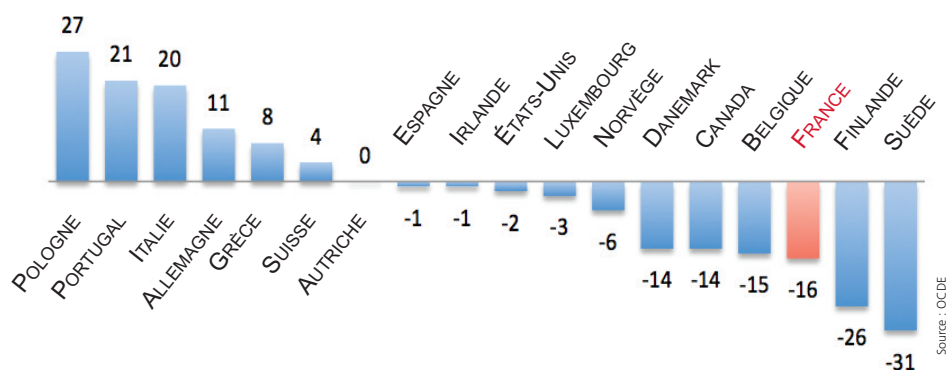
NORVÈGE	10,3
PORTUGAL	11,9
ITALIE	12,1
BELGIQUE	12,5
ESPAGNE	13,4
FINLANDE	13,6
USA	15,3
PAYS-BAS	15,8
ALLEMAGNE	16,0
FRANCE	18,9
ROYAUME-UNI	21,1

AU COLLÈGE

BELGIQUE	8,2
FINLANDE	8,9
PORTUGAL	9,6
NORVÈGE	10,4
ESPAGNE	10,6
ITALIE	11,8
ALLEMAGNE	14,0
ROYAUME-UNI	14,2
USA	15,3
FRANCE	15,5
PAYS-BAS	15,6

Dans le primaire comme au collège, la France est un des pays où le nombre d'élèves par classe et par enseignant est le plus élevé. Ce qui n'est pas le cas, par exemple, de l'Italie qui a choisi de mettre l'accent sur le primaire avec des effectifs par classe plus réduits. En Finlande, en revanche, les élèves du secondaire sont moins nombreux par classe qu'en primaire, ceci permettant une meilleure prise en compte des difficultés de chacun. En témoigne aussi le taux d'encadrement dans le second cycle : les professeurs finlandais ont en moyenne 8,9 élèves au collège contre 15,5 pour leurs collègues hexagonaux.

ÉVOLUTION DES SCORES DES PAYS DE L'OCDE EN CULTURE MATHÉMATIQUE (entre 2003 et 2012)



La contre-performance de la France s'explique par une progression négative d'un tiers des élèves en difficulté. C'est le pays qui enregistre la plus forte différence entre les résultats d'élèves issus de milieux sociaux favorisés et ceux de milieux défavorisés : en tête des pays de l'OCDE pour les bons élèves, la France se situe en queue de classement pour les plus fragiles.

LES NOUVEAUX RYTHMES SCOLAIRES DES ÉCOLIERS RAPPROCHENT LA FRANCE DE SES VOISINS EUROPÉENS, DANS L'INTÉRÊT DES ÉLÈVES

POURCENTAGE D'ÉLÈVES AYANT REDOUBLÉ AU MOINS UNE FOIS DANS LEUR SCOLARITÉ (primaire et secondaire)

2012 Nombre de jours de classe sur l'année

FRANCE	144 JOURS PAR AN	180 jours par an (avec la réforme)
FINLANDE		190 jours par an
ROYAUME-UNI		190 jours par an
ALLEMAGNE		208 jours par an

Nombre de jours de classe par semaine

FRANCE	4 jours/semaine actuellement, 5 jours/semaine (avec la réforme)
FINLANDE	5 jours/semaine
ROYAUME-UNI	5 jours/semaine
ALLEMAGNE	5 ou 6 jours/semaine avec deux samedis libres par mois

Nombre d'heures de classe par semaine

15 à 20 heures/semaine en fonction de l'âge	19 heures/semaine augmentation en fonction de l'âge	21 à 25 heures/semaine en fonction de l'âge	24 heures/semaine
Allemagne	Finlande	Royaume-Uni	France

Belgique	36,1 %	Australie	7,5 %
Luxembourg	34,5 %	Nelle Zélande	5,4 %
Portugal	34,3 %	Rép. Tchèque	4,9 %
Espagne	32,9 %	Danemark	4,7 %
France	28,4 %	Grèce	4,5 %
Pays-Bas	27,6 %	Pologne	4,2 %
Chili	25,2 %	Suède	4,0 %
Allemagne	20,3 %	Finlande	3,8 %
Suisse	19,9 %	Corée du Sud	3,6 %
Italie	17,1 %	Estonie	3,5 %
Mexique	15,5 %	Slovénie	3,4 %
Turquie	14,2 %	Royaume-Uni	2,7 %
USA	13,3 %	Israël	1,9 %
Autriche	11,9 %	Japon	1,2 %
Hongrie	10,8 %	Norvège	0,0 %
Irlande	8,6 %		
Canada	8,0 %		
Slovaquie	7,6 %		
		OCDE moyenne	12,4 %

Avec 28,4 % des élèves ayant redoublé au moins une fois en primaire ou en secondaire, la France se situe dans la fourchette haute par rapport aux autres pays de l'OCDE. La pratique du redoublement est en revanche quasiment inconnue dans les pays du Nord ou de l'Est.

La France est un des pays où le temps dédié à l'apprentissage est le plus concentré : le nombre de jours de classe sur l'année y est inférieur (malgré la réforme) et le nombre d'heures par semaine, supérieur. L'Hexagone se distingue aussi par la place accordée à la lecture et l'expression écrite (plus de 35 % des programmes en primaire contre 20 % en Allemagne) et par l'importance des matières obligatoires en dehors du français, des maths, des sciences et des langues (25 % du programme). En revanche, et contrairement au Canada, à la Belgique ou aux Pays-Bas, les programmes ne prévoient aucune flexibilité.

PAGES ÉLABORÉES PAR
LAURENCE ESTIVAL



Pour améliorer les résultats de leurs élèves les plus faibles, Sophie Vayssettes, coordinatrice des enquêtes Pisa à l'OCDE, détaille les réformes lancées dans différents pays du monde.

PROPOS RECUEILLIS PAR

LAURENCE ESTIVAL

« L'école républicaine doit compenser les inégalités externes »

Que nous apprennent les comparaisons internationales sur le système éducatif français ?

Sophie Vayssettes : L'étude Pisa publiée il y a un an montre que la France est un des pays de l'OCDE où le nombre d'élèves en difficulté a le plus augmenté entre 2003 et 2012. En mathématiques, ils représentaient 22 % des effectifs en 2012 contre 17 % dix ans plus tôt. De plus, ce sont les enfants issus des milieux sociaux-économiques les plus fragiles qui sont les plus touchés. La différence entre les plus riches et ceux qui l'étaient moins augmente : entre deux niveaux socio-économiques, l'écart est de 57 points en France, ce qui correspond en gros à une année et demi d'étude contre 39 points, soit une année d'études si on prend en compte la moyenne des pays de l'OCDE.

Pour autant, tout n'est pas à jeter dans le système éducatif français : les bons élèves restent nombreux et leur proportion a même augmenté en compréhension de l'écrit. Plus de 98 % des enfants sont scolarisés en maternelle et l'investissement dans l'éducation reste important malgré la crise...

Les études Pisa peuvent-elles nous renseigner sur la façon dont d'autres pays, confrontés à un fort taux d'élèves en difficulté, ont réussi à redresser la barre ?

S. V. : En Allemagne, où 18 % des élèves étaient en difficulté en 2012 contre 22 % en 2003, on a choisi de revoir la forte différenciation du système scolaire. Assez tôt, les élèves étaient séparés entre ceux allant dans l'enseignement général, dans l'enseignement professionnel long et dans l'enseignement professionnel court. Plus la différenciation se fait tard, plus les chances des plus faibles augmentent.

En Pologne, où le pourcentage d'élèves en difficulté en mathématiques est passé de 22 % à 14 % au cours de ces dernières années, le tronc commun a été prolongé d'un an et scolarise désormais les élèves jusqu'à seize ans. Le gouvernement polonais a également institué une réforme donnant davantage d'autonomie aux établissements et aux professeurs qui cherchent à adapter leurs méthodes aux

difficultés des élèves. La progression des connaissances est régulièrement évaluée en appliquant des tests aux normes internationales.

À Shanghai, ce sont les enseignants les plus chevronnés qui sont envoyés dans les zones les plus défavorisées. En Estonie ou au Brésil, les professeurs volontaires pour aller dans des régions isolées accueillant un public fragile reçoivent des primes. Du tutorat a été développé parallèlement entre les nouveaux enseignants et ceux qui ont une certaine expérience à Singapour et en Allemagne. Partout, pour améliorer les résultats des élèves les plus faibles, l'accent a aussi été mis sur la formation initiale et continue des enseignants.

La France est-elle en retard sur ce plan ?

S. V. : Il y a des progrès, notamment en formation initiale. Mais en formation continue, d'autres études, comme l'étude Talis, montrent que l'Hexagone est en retrait. Les enseignants eux-mêmes demandent que la formation continue soit davantage en phase avec leurs besoins sur la manière de prendre en compte des publics de plus en plus diversifiés, afin de les aider à aller vers plus d'individualisation.

Cette conception vers plus d'individualisation ne se heurte-t-elle pas au modèle français d'« école républicaine » ?

S. V. : Favoriser une école républicaine ne repose-t-il pas au contraire sur la capacité du système à compenser en interne les inégalités externes ? Le débat traverse même aujourd'hui la Corée du Sud où la pratique des cours privés est très répandue... Les établissements publics mettent par exemple des cours de soutien gratuits ou développent des formations en ligne pour tous ceux qui n'ont pas de moyens financiers. Les parents ont été impliqués dans ces démarches afin de pouvoir aider leurs enfants à la maison. Comme en Finlande ou en Suède où les familles ont participé aux discussions lors de leurs réformes scolaires. En France, les parents restent trop extérieurs à l'école et ne sont pas inclus lors de ces débats...



Jean-Michel Tricart, directeur du lycée Saint-Joseph à Istanbul, analyse les qualités et les défauts des systèmes éducatifs français et turc. L'idéal serait à ses yeux de prendre le meilleur de chacun.

PROPOS RECUEILLIS PAR

LAURENCE ESTIVAL

« En Turquie, les enseignants cherchent à encourager les élèves »

Vous avez effectué votre septième rentrée à Istanbul après avoir été pendant plus de 20 ans chef d'établissement en France. Que vous a apporté cette nouvelle expérience ?

Jean-Michel Tricart : D'abord, une nouvelle dynamique ! Quand je suis arrivé, j'ai d'abord été étonné par certaines pratiques ou modes d'organisation. Par exemple, ici, il n'y a pas de personnel éducatif. Ce sont les enseignants qui prennent directement en charge l'encadrement et l'accompagnement des élèves. Je me suis rendu compte assez vite que cette pratique enrichissait la relation entre les enseignants et les lycéens.

Cela modifie-t-il les pratiques des enseignants ?

J.-M. T : Les enseignants et les élèves sont ici plus proches qu'en France. Les professeurs animent eux-mêmes de nombreux clubs – nous en avons cinquante – et chaque lycéen doit obligatoirement participer à un club. Cette proximité n'empêche pas le respect des élèves qui organisent même, une journée par an, une « fête des professeurs » ! En Turquie, le métier d'enseignant n'est pas dévalorisé comme en France. Il demande un investissement personnel et collectif car le travail en équipe est la règle. Toutes les semaines, les enseignants de chaque discipline sont réunis par un coordinateur qui est comme eux un enseignant bénéficiant d'une décharge pour effectuer ce travail.

Tout serait donc mieux en Turquie ?

J.-M. T : Ce n'est pas si simple. Nous critiquons notre système hexagonal qui est très élitiste. Mais ici, c'est pire ! Nos établissements sont fréquentés par des élèves exceptionnels qui depuis leur plus jeune âge ont été « poussés » par leurs parents (cours privés, stages d'été...).

Pour entrer au lycée, il faut passer un concours et le choix de l'établissement est déterminé par le nombre de points obtenus. Nous recevons

les meilleurs, comme les autres établissements amis de notre fédération (cinq lycées à Istanbul et un lycée à Izmir). Cet esprit de compétition se poursuit au lycée où les élèves sont sans arrêt évalués. Les résultats seront pris en compte pour entrer à l'université, en plus de ceux obtenus lors d'un nouveau concours. Ces concours étant organisés sous forme de QCM, les élèves ont tendance à chercher à développer des automatismes, à privilégier la répétition, à travailler la mémorisation et à peu s'intéresser au raisonnement et à l'esprit critique qui sont fondamentaux en France.

En France, nous avons négligé la mémorisation, mais ici il faut expliquer aux lycéens que la démarche pour arriver à la solution est aussi indispensable que la solution elle-même !

En quoi ces observations et analyses ont-elles finalement modifié votre point de vue sur les systèmes éducatifs ?

J.-M. T : On s'aperçoit qu'au-delà des critiques justifiées, le système français a lui aussi des atouts, notamment sur la formation de l'esprit critique et de l'autonomie. Mais dans le système turc, nombre d'éléments comme la confiance des élèves en eux ou le respect de l'autorité nous surprennent bien positivement. Les enseignants n'ont pas non plus la même façon d'appréhender la notation des élèves.

En France, une très bonne copie aura 15/20 quand les professeurs turcs n'hésitent pas à donner un 20/20. Ils cherchent à encourager les élèves, à les gratifier, ce qui est nécessaire. Cette façon de procéder révèle des différences culturelles profondes entre la Turquie où l'on voit d'abord ce qui va et la France où l'on a tendance à privilégier ce qui ne va pas ! Les deux systèmes ont en définitive leur propre logique et il serait sans doute intéressant d'imaginer un mélange du meilleur des deux. Pour moi, découvrir des modèles auxquels je n'avais jamais pensé restera un des points les plus positifs de mon expérience prolongée à l'étranger !



En France ou à l'étranger, les communautés éducatives dépensent beaucoup d'énergie à trouver des solutions pour remplir leur mission en faisant face aux évolutions de la société. Beaucoup d'entre elles sont extrêmement pertinentes et mériteraient d'être diffusées.

LOUIS-MARIE PIRON*

OUVERTURE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALES

Deux atouts pour faire évoluer les pratiques des établissements

Si les enquêtes internationales et la comparaison des systèmes d'enseignement interrogent les politiques éducatives de chaque pays, la coopération entre les établissements peut leur permettre de faire évoluer leurs propres pratiques. Ainsi, le projet d'ouverture internationale peut-il prendre une dimension plus globale qui dépasse la rencontre entre les élèves et la plus-value linguistique. Il peut devenir l'occasion d'un échange professionnel entre enseignants sur des pratiques pédagogiques, des méthodes de collaboration entre disciplines, des modes d'évaluation. Il peut donner l'opportunité d'un partage entre les chefs d'établissement sur le développement de leurs structures, les rapports avec la cité, le management des équipes. Il peut même permettre aux parents de se rencontrer pour échanger sur la façon dont ils sont en relation avec l'école. Encore faut-il que le projet d'ouverture internationale intègre cette perspective et que les pratiques des établissements partenaires ne soient pas simplement perçues comme exotiques mais comme source d'inspiration. L'affichage d'un projet international peut n'être qu'une cerise sur le gâteau, un avantage concurrentiel aux côtés d'autres propositions éducatives ou organisationnelles. Mais, c'est souvent en tant que proposition isolée que naît un partenariat avec un établissement étranger ou un séjour linguistique. Répondant à l'initiative d'un enseignant volontaire et déterminé, le chef d'établissement donne son accord pour démarrer un jumelage qui se poursuivra tant que l'enseignant restera motivé. L'ouverture internationale peut aussi être un des

axes du projet d'établissement, aux côtés des autres orientations, pastorales, pédagogiques, éducatives... Il est alors articulé verticalement pour qu'au cours de sa scolarité un élève se voit proposer diverses opportunités, du séjour de découverte à l'échange de plusieurs jours jusqu'à l'immersion de plusieurs semaines. Il est également articulé horizontalement, les propositions étant coordonnées



Réseau Barnabé : visite au camp de l'école syriaque à Beit Jala (Cisjordanie).

« La solidarité est le fruit de la rencontre des personnes. »

sur chaque niveau de façon à donner de la cohérence au dispositif d'ouverture internationale. Le projet d'ouverture internationale peut enfin être appréhendé comme étant transversal au projet d'établissement, venant irriguer les différentes orientations de ce dernier. Par exemple, un établissement souhaitant mettre l'accent sur l'accueil des élèves à besoins éducatifs particuliers peut questionner ses partenaires étrangers pour voir comment ils abordent la question dans leur propre contexte. Ce sera l'occasion de travailler sur ce sujet en partant d'approches culturelles, juridiques, éducatives différentes et de créer le décalage bien souvent nécessaire à l'innovation. Bien sûr, les solutions qui fonctionnent ailleurs ne sont pas

*Délégué général au Sgec, chargé des relations internationales et européennes.

transposables telles quelles dans nos établissements. Mais leur mise en perspective avec nos pratiques peut aider à ouvrir des pistes de travail qui n'auraient pas semblé possibles.

Les pages qui suivent présentent des situations illustrant cette démarche. A titre d'exemple : la réponse à des questions sur la gestion de l'hétérogénéité des élèves et sur la pédagogie différenciée venues du Québec (p. 18) ; ou encore la pratique des ateliers « Rock and water » observée chez un partenaire hollandais qu'un lycée français s'approprie pour réfléchir au développement de séquences visant à construire le groupe classe (p. 22).

Réseau iniSia

De même, des outils, développés dans nos établissements, qui nous semblent relever d'une banale évidence, peuvent être source de réflexion pour nos partenaires étrangers. Ainsi, lorsque les lycées allemands ont dû envisager de placer des cours l'après-midi, un chef d'établissement d'une petite ville de la vallée du Rhin a profité de la présence de son homologue français pour organiser une réunion sur ce thème et bénéficier de son expérience.

Dans un autre registre, les actions de solidarité internationale qui, souvent, nous confrontent à des cultures et à des fonctionnements très éloignés des nôtres, peuvent être des occasions de questionnement sur nos pratiques. Cela nécessite de faire évoluer notre regard sur la solidarité.

Aujourd'hui, cette dernière ne peut pas se résumer à une relation unilatérale et descendante dans laquelle celui qui a plus donne à celui qui a moins, en déterminant sa contribution en fonction de ses propres représentations.

La solidarité implique l'échange dans lequel chacun donne à l'autre, bien sûr sans rechercher un équilibre économique. C'est une question de dignité, pour celui qui a moins, de pouvoir aussi apporter à celui qui a plus. Une des plus belles définitions de la solidarité est probablement cette citation de la Charte de la solidarité publiée par la Conférence des évêques de France de 1988 : « Elle est surtout le fruit de la rencontre des personnes et la conséquence des liens qu'elles établissent. » Si la véritable rencontre avec l'autre, différent, nous fait évoluer, il apparaît logique

qu'il en aille de même pour la rencontre entre les établissements. Encore faut-il aborder la relation avec une grande générosité dans ce que l'on va donner et avec une grande humilité dans ce qui va nous enrichir.

De nombreux établissements de l'enseignement catholique français sont engagés dans des actions de solidarité internationale. C'est pour les accompagner qu'a été créé iniSia, le réseau des initiatives de solidarité internationale (www.facebook.com/reseauinisia). Outre la mise en valeur des actions conduites dans les établissements, iniSia a pour mission de proposer une aide aux équipes et aux élèves sur la conduite de leur projet international, la collaboration avec leurs partenaires, la recherche de financement... A travers cet accompagnement, iniSia souhaite surtout encourager les initiatives de co-construction. Il s'agit de faire en sorte que des jeunes d'ici et des jeunes de là-bas prennent conscience de leur responsabilité partagée quant au devenir du monde et décident d'apporter chacun ce qu'ils ont pour développer un projet commun.



Le département relations internationales à votre service

Des ressources existent pour travailler sur la question de l'ouverture internationale, à commencer par les compétences présentes dans les établissements qui peuvent être sollicitées dans le cadre de mutualisations. Des directions diocésaines comptent en leur sein des ressources qui peuvent également être mobilisées. Depuis septembre 2011, le Secrétariat général a montré sa volonté de promouvoir la dimension internationale par la création d'un département dédié qui travaille, entre autres, à la production d'outils au service de cette dynamique. Les actions de ce département s'inscrivent dans le cadre du texte d'orientation pour le développement des relations internationales et européennes de l'enseignement catholique français que le Comité national a voté le 3 juillet 2012. A noter également le fascicule publié par le Sgec en 2013, intitulé « *Conduire un projet international vers la réussite* », qui repère des conditions de pérennité des projets internationaux. **LMP**





Le secret de la réussite du système scolaire finlandais ? Des principes en parfaite concordance avec le projet de l'enseignement catholique français, comme ont pu le constater les chargés de mission diocésains en formation sur place.

VIRGINIE LERAY

⇒ ECA 343, juin/juillet 2011.

AU PAYS DE PISA

Nous avons eu la surprise de trouver en Finlande rien de moins que la mise en œuvre du projet de l'enseignement catholique français, à savoir un système tout entier centré sur la personne, où l'acte éducatif relève avant tout d'une relation de confiance et où la pédagogie est portée par le socio-constructivisme¹ ! » Ce constat enthousiaste émane de Nadine Lugué, de retour d'un voyage d'étude à Helsinki au printemps 2011, organisé par l'Association nationale des chargés de mission de l'enseignement catholique² qu'elle présidait alors. Avec la collaboration très active de Marie-Thérèse Jenny, chargée de mission retraitée, et de l'ECM³, ce séjour visait à percer le secret de la réussite du modèle éducatif champion des classements Pisa⁴.

Un choix de destination judicieux, puisque la convergence entre ce système éducatif et les préconisations des Assises de l'enseignement catholique est inscrite dans la loi finlandaise ! Ainsi, l'acte de naissance de l'éducation fondamentale, voté en 1998, équivalent de notre socle commun pour les 7-16 ans, assigne aux enseignants la mission « d'aider les élèves à grandir en humanité ». Cette communauté de valeurs se traduit pourtant, en classe, par des ambiances plutôt inhabituelles pour des observateurs français : les élèves suivent les cours en chaussettes, sur fond de brouhaha intermittent, bien toléré par les enseignants, avec, pour toute fourniture, un crayon de bois et un calepin... « Il a fallu sans cesse naviguer entre deux écueils : la tentation de résister au changement en arguant que les spécificités culturelles finlandaises empêchent toute transférabilité, et le risque de culpabilisation qui conduit à disqualifier l'ensemble de nos pratiques d'enseignement », explique Denis Herbert, formateur à l'ECM et pilote de cette session délocalisée.

En tenant cette posture d'ouverture, les chargés de

mission ont su revenir de leur surprise pour détecter des signes objectifs de la place majeure accordée aux relations interpersonnelles dans l'enseignement finlandais. « La bivalence des professeurs qui enseignent tous au moins deux matières et à divers niveaux d'étude, leur donne une connaissance plus approfondie des élèves. Ils exercent aussi pleinement leur rôle d'éducateur puisqu'il n'y a pas de responsable de vie scolaire, intermédiaire qui peut avoir un effet un peu déresponsabilisant en France », remarque



L'ambiance qui règne dans les classes finlandaises est inhabituelle pour des observateurs français.

Catherine Malinge, chargée de mission à la direction diocésaine de Vendée, très impressionnée par ces enseignants qui recourent naturellement à une gestuelle d'empathie face aux perturbateurs : « Main sur l'épaule d'un élève agité, ils le prennent à part pour un long conciliabule, sans le moindre énervement de leur part ni perturbations pour les autres. »

Le bien-être au centre de tout

De telles attitudes entretiennent un climat propice au vivre-ensemble, dans lequel les élèves se régulent aussi entre eux. Pour Denis Herbert, « le système finlandais cultive le "co" – co-enseignement, co-évaluation, co-animation – et la responsabilité de la réussite des élèves s'en trouve équitablement partagée entre les familles, les jeunes et les enseignants. Le primat des savoir-être sur les savoir-faire, l'importance accordée aux débats, à l'expression des élèves, les éduquent au respect.

Autre spécificité : la notion de bien-être, également très prégnante dans le monde de l'entreprise. La scolarité obligatoire ne démarre qu'à sept ans, laissant le loisir de vivre une vie d'enfant, puis les cours s'arrêtent en début d'après-midi, ouvrant aux jeunes des horizons hors de l'école. »

Dans ce contexte, l'organisation de l'enseignement, dénuée de toute visée normative, privilégie la modularité, favorisant ainsi le surgissement de l'inattendu de la personne.

« Au sein des groupes de référence, auxquels les élèves sont rattachés par tranches d'âge, il peut y avoir jusqu'à trois années d'écart dans la progression scolaire, sans que l'on parle de redoublement. Chacun va donc à son rythme. Dès les premiers signes de difficulté, les enseignants spécialisés et l'infirmière se mobilisent, et l'élève bénéficie d'un programme sur mesure. En France, nos PPRE⁵, inspirés de la même philosophie, sont plus difficiles à mettre en œuvre, notamment à cause de la contrainte forte que des programmes foisonnants font peser sur les enseignants », constate Lucette Martel, chargée de mission pour la direction diocésaine des Hauts-de-Seine, qui rappelle que l'équivalent du baccalauréat finlandais ne compte que quatre domaines obligatoires, contre sept dès notre brevet des collèges !

Si l'académisme à la française et la logique du concours-compétition représentent des freins de taille à une évolution vers un enseignement à la finlandaise, ses origines récentes démontrent qu'il ne faut pas désespérer de changer les mentalités : la réforme initiant la création de l'école fondamentale date en effet de 1970 (cf. encadré), et visait à remédier aux nombreux dysfonctionnements antérieurs. Aujourd'hui, les Finlandais ne conçoivent même plus la notion d'échec scolaire, pas plus que celle de « *profs en souffrance* », à tel point que certaines questions du groupe de l'ANCM laissaient leurs interlocuteurs perplexes ! « *Ils ne raisonnent plus qu'en termes de capitalisation de réussite. Leur grille de notation, de 4 à 10, postule que personne n'est un vase vide et qu'il y a une marge de progression possible pour tous. Sans révolution pédagogique majeure, ils prennent en compte les fragilités et les talents, accueillent les élèves là où ils en sont* », résume Denis Herbert.

« Leur grille de notation, de 4 à 10, postule que personne n'est un vase vide. »

Le tout avec la préoccupation constante de lutter contre les inégalités, comme, par exemple, en proposant aux élèves d'origine étrangère des évaluations dans leur langue maternelle qu'ils continuent d'étudier durant leur scolarité.

D'ailleurs, après seize ans, la mixité sociale prévaut tant dans les filières professionnelles que générales du lycée. Au-delà des excellentes performances des élèves finlandais aux tests Pisa, c'est d'ailleurs de la capacité du système scolaire à réduire les inégalités liées aux origines sociales et géographiques que la France, mauvaise élève en la matière, gagnerait à s'inspirer, de toute urgence.

1. Cette pédagogie privilégie des modalités d'interaction : débats, travail collaboratif, co-évaluation...
2. Président : Patrice Potier. Sur internet : www.ancm.fr
3. École des cadres missionnés.
4. *Program for International Student Assessment* : enquête menée tous les trois ans sur le niveau scolaire des jeunes de 15 ans de 34 pays de l'OCDE. L'enquête de 2012 classe la Finlande 1^{re} en Europe (12^e mondiale en maths, 5^e en sciences et 6^e en lecture).
5. Programmes personnalisés de réussite éducative.

► Suite au voyage d'étude, l'ANCM, l'ECM et le Sgec ont réalisé une vidéo ainsi que des fiches offrant des balises pour transposer simplement certains éléments du système finlandais, notamment dans le domaine du vivre-ensemble. Cette ressource, intitulée *L'éducation, le trésor des Finlandais*, est disponible sur le site www.enseignement-catholique.fr (ECA - numéros spéciaux - hors séries).

La formation des enseignants, clé du succès de la réforme finlandaise

En 1970, le projet d'école fondamentale, socle commun réunissant le 1^{er} et le 2^d degré jusqu'à seize ans, fin de la scolarité obligatoire, s'initie via... une mastérisation ! Cette formation commune avec options différenciées en fonction du niveau d'enseignement généralise la culture du primaire, très imprégnée de l'importance du jeu, du respect des rythmes biologiques et de la valorisation du travail manuel. Au contraire de la France, le concours se tient à l'entrée du parcours et consiste en une présentation de dossier, des oraux de motivation ou l'observation des candidats en situation de débat. La formation insiste sur la connaissance de la psychologie de l'enfant et des sciences de l'éducation. Autres spécificités : les enseignants, non fonctionnaires, sont soumis au marché concurrentiel ; l'inspection académique a été supprimée voilà vingt ans et la corporation enseignante, attractive et estimée, a carte blanche sur les questions pédagogiques dont le ministère se garde bien de se mêler ! **VL**

► Pour aller plus loin, l'ouvrage écrit par un proviseur du public spécialiste de la Finlande, Paul Robert : *La Finlande : un modèle éducatif pour la France ?*, ESF, 2008, 148 p., 22 €.



D. R.



Des échanges réguliers avec le Québec ont bouleversé les pratiques de nombreux éducateurs de l'enseignement catholique. De Bourg-Saint-Andéol à Angers, en passant par Nîmes, histoire d'un coup de cœur pédagogique.

SYLVIE HORGUELIN

→ ECA 349, juin/juillet 2012.

UN SOUFFLE VENU DU QUÉBEC

« *Il n'y a pas de hasard, il n'y a que des rendez-vous* », écrivait Paul Éluard. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute pour Christine Jourdain, la pétillante déléguée de tutelle de la Présentation de Marie. Quand, en 2008, celle-ci se rend au Québec pour assister à un colloque international organisé par sa congrégation, elle découvre incidemment une autre façon de faire cours. Logée au collège Saint-Maurice¹, à 80 kilomètres au nord de Montréal, à Saint-Hyacinthe, elle se rend dans les classes et échange avec les enseignants. « *J'y ai trouvé des réponses aux questions que nous nous posions sur la gestion de l'hétérogénéité des élèves !* » s'exclame cette laïque très investie dans le réseau AGI². De retour en France, elle échange avec Christian Philibert, alors formateur à l'IFD de Grenoble³, et l'idée germe à deux de partir se former dans la Belle Province. « *Je savais que le système québécois était en avance*, se souvient Christian Philibert, *alors que nous, Français, nous avions du mal à avancer sur la pédagogie différenciée.* »

En octobre 2009, le tandem s'envole donc pour la Nouvelle-France avec une quarantaine de comparses : chefs d'établissement, membres des tutelles, enseignants, personnes-ressources des 1^{er} et 2^d degrés du réseau AGI. « *C'est ainsi qu'a débuté notre amitié avec deux Québécois au fort charisme : Jim Howden et Gervais Sirois* », raconte Christian Philibert. Ces deux formateurs vont venir à plusieurs reprises en France former toutes les équipes du réseau, soit 2 000 personnes. Gervais Sirois intervient sur « *les principes clés de l'apprentissage basé sur le fonctionnement du cerveau* » mais n'en reste pas à la théorie. Ses sessions sont émaillées de conseils et d'exercices qui intéressent vivement les enseignants. « *Le cerveau n'est pas très efficace pour soutenir une attention pendant de longs moments. Respectez le besoin*

de temps morts [down time] », recommande-t-il, par exemple, avant d'exposer le modèle des intelligences multiples d'Howard Gardner. Jim Howden, pour sa part, se centre sur la pédagogie coopérative et ses valeurs (la prise de risque, l'entraide, la démocratie, l'engagement, la confiance...). Et il invite les enseignants à « *être transparents avec leurs valeurs, à développer la confiance mutuelle et un ton de communication positif* ». Un point qui tient particulièrement à cœur à Christine Jourdain, car il consonne avec le projet éducatif de sa congrégation et plus largement avec celui de l'enseignement catholique.

Une révolution douce

Aux équipes éducatives du 1^{er} et du 2^d degré, qui ont suivi cette sensibilisation, un stage d'approfondissement de quatre jours est proposé. Les plus mordus s'y inscrivent, telle Catherine Jouvion, professeur des écoles à Bellegarde, non loin de Nîmes. Tout comme ses collègues, celle-ci veut mettre en pratique dans son CM1 ce qu'elle a appris, avec un peu d'appréhension toutefois. Ce que comprend Christine Jourdain qui programme un accompagnement sur mesure dans les classes, réalisé cette année par la Québécoise Céline Dion-Desjardins... Une révolution douce est désormais en marche dans tout le Grand Sud, suivie par un comité de pilotage composé de Christine Jourdain, de Christian Philibert, de Marc Keraudren (de Formiris Méditerranée), de



Christian Philibert est parti à la découverte du système québécois.

deux chefs d'établissement et de six enseignants. Avec en projet la création d'une banque de séquences pédagogiques pour mutualiser les expériences. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Christian Philibert rend compte de ce voyage à Pascale Toscani, enseignante-chercheuse et maître de conférences à l'Ifucome d'Angers, qui, elle, avait déjà engagé des travaux sur la connaissance du cerveau et ses applications dans l'apprentissage. Bénéficiant des contacts déjà établis avec les



Pascale Toscani a associé des chercheurs québécois à ses travaux sur le cerveau et les apprentissages.

écoles québécoises, grâce à la congrégation de la Présentation de Marie, elle traverse l'Atlantique avec vingt enseignants du collège Saint-Charles d'Angers, leur chef d'établissement et la CPE. En lien avec son travail de recherche, elle associera ainsi certains chercheurs québécois à la formation en neurologie des enseignants du collège.

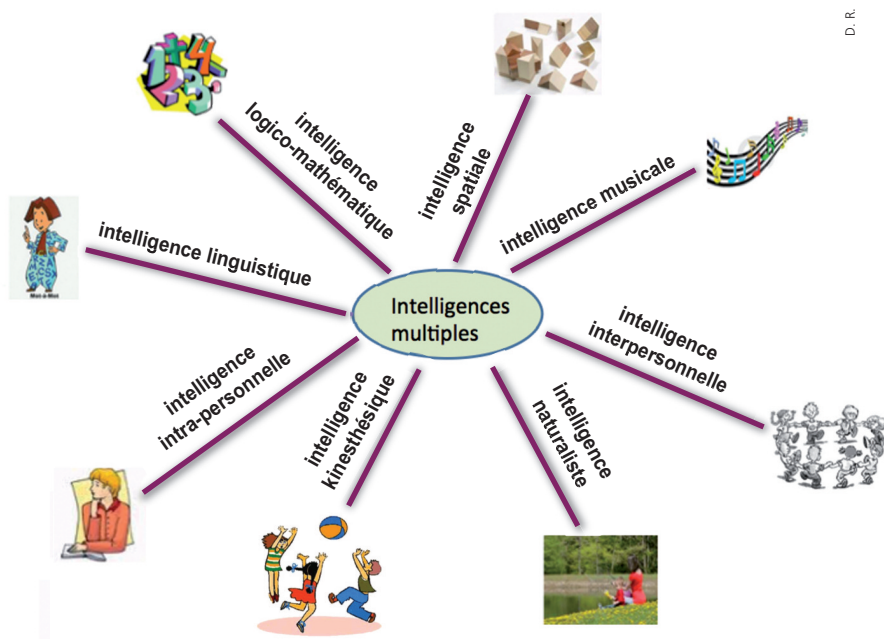
Groupe expérimental

Ce voyage se révèle passionnant avec les visites de différentes écoles québécoises, qui complètent les apports théoriques. « *Les Canadiens nous ont accueillis dans leurs classes, ils ont pris le temps de nous parler de leurs pratiques. À leur retour, les enseignants français se sont mis au travail et ont modifié certaines de leurs démarches pédagogiques* », relate Pascale Toscani. Un projet porté par Thierry Loiseau, directeur de Saint-Charles, qui souhaitait faire travailler son équipe « *comme le feraient des chercheurs associés dans un laboratoire de recherche universitaire* », explique Pascale Toscani. La recherche a duré trois ans⁴. La première année (2008-2009) a permis de former l'équipe pédagogique et éducative sur le développement cognitif des enfants et l'état des recherches neurologiques. « *Cette année avait pour objectif de balayer les connaissances dans ces domaines, afin que chacun soit informé des choix théoriques qui sous-tendaient cette recherche et des obligations de son engagement dans cette aventure* », précise

Pascale Toscani. La deuxième année (2009-2010) a été, pour le groupe expérimental qui s'est impliqué⁵, l'occasion de suivre une formation approfondie dans le domaine neurologique, cognitif et psychique, en France et au Québec. La troisième année (2010-2011) a permis d'appliquer des contenus de formation auprès des élèves de 6^e et de 5^e, autour d'un travail élaboré par les enseignants. « *Ce projet audacieux nous a donné l'occasion de ré-enchanter, ensemble, notre enseignement, dans son organisation et dans sa mise en scène auprès de chacun de nos élèves* », commente Thierry Loiseau, un brin lyrique. Du Québec à la France, « *le chemin lumineux d'une école nouvelle s'est ouvert* », conclut le chef d'établissement.

1. Sous tutelle de la Présentation de Marie.
2. Action Grand Sud Intertutelles : six congrégations féminines implantées surtout dans le sud de la France, soit 25 000 élèves scolarisés.
3. Aujourd'hui formateur indépendant. E-mail : avri.formation@gmail.com
4. Elle est présentée en partie dans un ouvrage écrit par Pascale Toscani : *Apprendre avec les neurosciences : rien ne se joue avant 6 ans !*, Chronique Sociale, 2012.
5. Constitué de 17 enseignants volontaires, dont le chef d'établissement, un des directeurs adjoints, le professeur-documentaliste, la conseillère principale d'orientation.

NEUROSCIENCES ET INTELLIGENCES MULTIPLES





Anne-Sophie Guéguen a ouvert une, deux puis trois écoles bilingues dans le New Jersey. Une success story pour la French American Academy qui veut conjuguer le meilleur de nos deux systèmes éducatifs.

SYLVIE HORGUELIN

→ ECA 359, fév./mars 2014.

À CHEVAL SUR DEUX CULTURES

Tout a commencé un dimanche dans une paroisse du New Jersey. Anne-Sophie Guéguen est sous le choc de l'annonce de sa quatrième grossesse. L'évangile du jour l'invite à ouvrir son cœur. « *Dans les semaines qui ont suivi, c'est comme si l'Esprit saint me parlait. L'idée d'une école pour cet enfant et pour les autres a germé* », confie la jeune femme qui évoque sa foi sans complexe, comme la plupart des Américains. « *À chaque embûche, je me suis laissée guider comme le Petit Poucet.* » Rien ne destinait de fait Anne-Sophie à devenir directrice d'école. Cadre dans la sidérurgie puis à la Commission européenne, elle a abandonné une carrière prometteuse pour suivre son mari aux États-Unis. Leurs trois enfants Malo, Arthur et Lola, scolarisés dans le public, parlent désormais le français avec un fort accent américain et un vocabulaire limité. Mais ils ont acquis « *une belle confiance en eux* ». Pour sa petite dernière, Maya, et les enfants francophones du New Jersey, Anne-Sophie voudrait combiner le meilleur des deux mondes. D'où l'idée de créer une école bilingue et biculturelle qui conjuguerait la motivation, la reconnaissance et la créativité américaine avec l'exigence, le sens de l'effort et l'esprit critique français.

La philosophie des quatre C

Pour élaborer son projet, Anne-Sophie se plonge dans *L'enfant aux deux langues* de Claude

Hagège, suit des formations et va observer de nombreuses classes. Sa philosophie tiendra en quatre C : Communication, Collaboration, Créativité, esprit Critique (*critical thinking*). La communication orale, l'un des points forts des Américains, sera à l'honneur dans son école avec un « *Quoi de neuf ?* » quotidien ou encore un conseil d'école dès le CP. Les élèves coopèrent entre eux et les parents seront étroitement associés à la vie de l'école. Des activités artistiques variées stimuleront la créativité des enfants et ils apprendront à penser par eux-mêmes – une spécificité française pour les Américains qui privilégient les QCM. La French American Academy (FAA) ouvre ses portes à la rentrée 2007. En 2009, l'école est accréditée par les autorités américaines et homologuée par le ministère français de l'Éducation nationale. Aujourd'hui, l'établissement est implanté sur trois sites : New Milford, Morris Plains et Jersey City. On y accueille 180 enfants, de la petite section au CM2, avec des ouvertures à venir jusqu'à la classe de 4^e (dernière année avant la High School). En réalité, ce sont 300 enfants qui se pressent à la FAA, si l'on compte l'After School – des cours de français sur temps péri-éducatifs – et les camps d'été à thème, tout en français *of course*.

À la tête d'une équipe de cinquante-quatre personnes (staff et enseignants), Anne-Sophie Guéguen a constitué des binômes franco-américains qui interviennent dans les classes en suivant les programmes des deux pays. Ainsi Audrey Poirrette partage-t-elle sa classe de CE2 avec une collègue américaine. Ce jeune professeur des écoles, qui habite Manhattan (situé à quarante minutes de New Milford), désire « *voir du pays* » après un début de carrière dans l'académie de Toulouse. Détachée par le ministère de l'Éducation nationale, elle imagine mal revenir après cinq ans d'un exil heureux. D'autant qu'elle occupe aussi un poste de responsable pédagogique qui la passionne. Elle avoue avoir changé sa façon d'enseigner en regardant faire ses collègues. « *Les Américains font davantage verbaliser les enfants sur leurs méthodes de travail. En France, on est plus dans l'implicite, sauf dans*



Après huit ans dans le public, Allyson Gretz a choisi d'enseigner à la FAA.



Se centrer sur l'oral, une spécificité américaine...



... tout comme les vélos dans la classe !



Thanksgiving, l'une des fêtes célébrées à l'école.

Photos : D. R.

l'ASH », note-t-elle. Autre point fort des Américains : ils donnent véritablement la parole aux enfants, « *le professeur n'étant pas forcément le centre de la classe* ». Une posture recommandée par les formateurs en France « *mais peu mise en pratique* », se souvient-elle. Autre bonne surprise, un peu déstabilisante toutefois : la grande convivialité des parents qui tutoient les enseignants. « *En France, on met peut-être trop de distance* », avance Audrey qui remarque que « *les Américains sont en général plus avenants que les Français, ce qui rend la vie très agréable* ». Séduite par la « *positive attitude* » adoptée par tous, Audrey encourage à présent les enseignants qui arrivent de France à troquer leurs remarques négatives envers les enfants (« *Ne fais pas ceci !* »), en injonctions positives (« *Tu devrais faire cela* »). « *Les Américains sont excessifs dans l'autre sens* », complète Anne-Sophie Guéguen qui entend les faire bouger tout autant : « *Une élève rend un devoir bâclé et la maîtresse lui met un smiley ! Je ne suis pas d'accord.* »

Ouverture d'esprit

Mais qu'en pensent les intéressées ? Allyson Gretz a commencé par envoyer son fils à la FAA pour qu'il apprenne le français, une langue dont elle est « *tombée amoureuse* ». Elle a fini par travailler elle-même « *dans cette école exceptionnelle* » en CM1 et CM2, après avoir enseigné dans le public pendant huit ans. Ce qu'elle apprécie plus que tout ? Concevoir avec Olivier, son alter ego français, un cours d'histoire sur la Révolution française et la Révolution américaine. « *Le fait de passer d'une langue à une autre et d'une culture à une autre donne aux enfants une vraie*

Aux États-Unis, les enseignants privilégient la positive attitude.

ouverture d'esprit et une grande capacité d'abstraction. » Autre atout de cette école qui scolarise 1/3 d'enfants anglophones, 1/3 de francophones et 1/3 d'enfants de familles mixtes : la place qu'elle donne aux sciences, dans le cadre du *co-teaching* : une à deux heures par semaine, les enfants abordent un sujet en présence du professeur français et américain. « *L'objectif est d'introduire du nouveau vocabulaire en liant l'apprentissage à une expérience positive où la manipulation a une place primordiale* », précise la directrice. Pas d'enseignement religieux, en revanche, dans cette école laïque, « *même si elle est un cadeau du bon Dieu !* », précise Anne-Sophie Guéguen. Aux États-Unis, le catéchisme est suivi dans les paroisses. À la French American Academy, les parents sont cependant invités à venir présenter aux enfants les fêtes qui comptent à leurs yeux : Noël, Hanoukka, l'Aïd, le Nouvel an chinois ou encore Diwali. Autant d'occasions de se réjouir pour Maya, six ans, capable d'évoquer ces fêtes en anglais et en français sans le moindre accent et avec un vocabulaire à faire pâlir frères et sœur.

Site : www.faacademy.org

Comme The French American Academy, il existe aux États-Unis et au Canada 51 écoles primaires et secondaires françaises, homologuées par le ministère de l'Éducation nationale (appartenant au réseau de l'AEFE) et accréditées par les autorités américaines. Ces établissements enseignent les programmes officiels français et américains, enrichis d'éléments culturels, éducatifs et linguistiques propres à l'Amérique du Nord. Ils forment des élèves bilingues et biculturels qui poursuivent leurs études supérieures en Europe ou en Amérique. Le niveau d'immersion en français et le nombre de matières enseignées en anglais varient selon les écoles. SH

Combien ça coûte ?

À la French American Academy, qui ne touche aucune subvention, les frais de scolarité (hors cantine) sont de 15 900 dollars (11 722 euros) par an, pour un coût par élève évalué à 14 500 dollars dans le public. Un montant maîtrisé, d'autant que les classes y sont en moyenne de 15 élèves, contre 25 élèves dans le public. Ce prix restant élevé, les familles françaises peuvent demander une bourse au ministère de l'Éducation nationale, et les familles américaines à l'école elle-même, puisqu'elle a constitué un fond d'entraide (elle scolarise trente-quatre boursiers). Les frais de scolarité des autres écoles franco-américaines (à New York, Los Angeles...) sont en moyenne de 25 000 dollars par an. SH



Pour trouver sa place dans la classe et au-delà, il faut apprendre à maîtriser son corps et son langage. Tel est le concept de Rock and Water, un programme initié aux Pays-Bas, à base de techniques d'arts martiaux et de self-défense.

AURÉLIE SOBOCINSKI

→ ECA 337, juin/juillet 2010.

DES LYCÉENS DE ROC ET D'EAU

La salle de classe sans tables ni chaises, couverte d'épais tapis de sol, ressemble à un dojo. Pieds nus, en tenue de sport, des adolescents âgés de 13-14 ans, élèves en deuxième année (l'équivalent de notre troisième), sont prêts pour une séquence de cours peu commune. Ici, à Zwolle, au lycée public général et scientifique Capellen, on enseigne *Rock and Water*, un programme d'apprentissage des habiletés sociales.

« L'objectif de cet enseignement est d'aider les jeunes à se positionner au sein du groupe-classe en leur montrant que dans chaque situation, ils ont toujours le choix entre deux attitudes, introduit Arjen Sanderse, professeur d'éducation physique et sportive. Celle du roc – la force, l'assurance et la détermination – pour agir sans se laisser influencer par ses camarades et réussir à défendre ses idées au sein du collectif, malgré les tensions et pressions. Celle de l'eau – la souplesse, l'adaptation – pour vivre ses relations dans la communication et la coopération. »

Conçu au milieu des années 1990 pour des élèves violents ou manifestant des problèmes de comportement, le dispositif *Rock and Water* a été généralisé en 2003 à l'ensemble des classes de deuxième année du lycée Capellen. Entre ses murs vivants, lumineux et colorés, il n'y avait pas de problèmes de discipline, seulement un accroissement des effectifs à réguler (le nombre d'élèves est passé de 750 à 1 300) et surtout la volonté d'affirmer un choix pédagogique original.

Grâce à la liberté d'organisation dont dispose l'ensemble des établissements néerlandais – publics comme privés –, le lycée de Zwolle a pu intégrer rapidement le programme dans l'emploi du temps comme élément phare du projet de l'établissement,



Des gestes pour agir sans se laisser influencer. D'autres gestes pour s'adapter et coopérer.

aux côtés des sections bilingues et artistiques. À raison de deux heures par semaine sur un semestre, le cours, encadré par deux professeurs, a pour base des techniques d'arts martiaux et de self-défense. De sacs de frappe en exercices d'équilibre, de séquences d'expression corporelle en jeux de rôle et joutes verbales, les séances, aux techniques variées, rythmées, dynamiques, visent progressivement à apprivoiser son corps, à s'auto-discipliner, à gérer la situation en cas de pression ou de conflit... C'est seulement une fois l'exercice achevé que des mots sont posés sur ce qui a été vécu, et qu'un langage commun peut se construire entre enseignants et élèves.

« Le but, in fine, est de doter les jeunes d'une sorte de boussole intérieure, résume Arjen Sanderse, un système simple et pragmatique qui leur permet de mieux gérer les situations qu'ils rencontrent, de détecter les symptômes physiques de la colère ou de l'anxiété chez eux, chez les autres, et de trouver les ressources intérieures pour se positionner. »

Sur le climat de la classe et de l'établissement, l'impact est évident. « Pour tous, il y a un avant et un après *Rock and Water*, même s'ils viennent un peu en traînant des pieds au départ car le programme demande beaucoup d'engagement personnel, note Teunella Wolters, enseignante. Mais peu à peu, ils apprennent à se connaître, à s'exprimer et à s'écouter; un esprit de groupe se crée. » Du côté des familles, le plébiscite est manifeste. Une fois écartés les soupçons de certains parents qui craignaient une emprise spirituelle sur leur progéniture, le programme, « vierge de toute spiritualité », tient aujourd'hui une bonne place dans le succès de l'établissement, répondant à la demande des familles, « avides de voir le lycée développer autant de possibilités pour valoriser l'épanouissement, l'expression et l'autonomie de leurs jeunes ».



Avec ses trois écoles et collèges qui accueillent 750 élèves de 3 à 16 ans, l'enseignement catholique suédois a fait de l'intégration des migrants un de ses axes stratégiques. Un positionnement original de l'Église, très apprécié dans ce pays protestant.

LAURENCE ESTIVAL

« J'ÉTAIS UN ÉTRANGER... »

Saint-Erik qui scolarise 230 élèves à Stockholm n'arrive pas à répondre à la demande des familles ! Pas plus que Notre-Dame à Göteborg ou Saint-Thomas à Lund. Les raisons de ce succès ? « *Un savoir-faire en matière d'accueil et d'intégration des enfants de migrants*, résume Paddy Maguire, rectrice de l'école Notre-Dame et responsable de l'association regroupant les trois établissements catholiques, dans un pays où 70 % de la population est protestante. *Nos écoles se sont en effet développées au fur et à mesure des vagues d'immigration pour accueillir à l'origine des populations catholiques.* »

Après les Hongrois, suivis par des familles d'Europe centrale et du Sud, puis d'Afrique et du Maghreb, ce sont aujourd'hui les familles irakiennes ou syriennes qui frappent à la porte ! Dans les couloirs et salles de classes se croisent en tout 750 jeunes, de 3 à 16 ans, de soixante nationalités et de quarante langues maternelles différentes, pour certains catholiques, orthodoxes mais aussi musulmans.

Tour de Babel

Dans cette véritable tour de Babel, dispenser un enseignement identique à celui des écoles publiques – et qui plus est en suédois – relève d'un véritable tour de force ! « *Dès leur arrivée, les élèves bénéficient de cours de langue* », explique la responsable.

Les jeunes peuvent d'autre part recevoir un soutien scolaire supplémentaire dans leur propre langue si, au sein des établissements, des enseignants ou personnels peuvent communiquer avec eux. Ce type d'aide est actuellement proposé en anglais, espagnol, polonais ou assyrien. « *Nous avons la chance d'avoir des enseignants et personnels de vingt-huit nationalités différentes. En dehors de ce soutien formel, des*

enseignants peuvent traduire ce qu'ils viennent d'expliquer », ajoute la rectrice. Cette diversité est aussi appréciée par les professeurs suédois. Discuter avec leurs collègues d'origine étrangère les familiarise aux différences culturelles et les aide à trouver comment adapter le contenu de leurs cours.



Saint-Erik, à Stockholm, est reconnu pour son savoir-faire en matière d'intégration.

Les élèves eux-mêmes sont aussi sollicités, si nécessaire. « *Certains sont des enfants de la deuxième génération et connaissent déjà bien le suédois. On s'aperçoit combien, quand ils le peuvent, ils sont fiers de pouvoir épauler leurs camarades ! Cette expérience leur apporte une plus grande confiance en eux* », met en avant Paddy Maguire.

Ce travail ne s'arrête pas aux portes des établissements. « *Nous recevons les familles dans nos écoles pour favoriser leur intégration. Les enseignants jouent un rôle moteur, n'hésitant pas à leur expliquer les progrès ou les difficultés de leurs enfants dans leur propre langue quand ils le peuvent. Nous organisons aussi régulièrement des conférences à leur intention pour les aider à mieux comprendre la société suédoise* », mentionne la rectrice, pas peu fière d'avoir trouvé dans ce dédale culturel et linguistique les piliers sur lesquels s'appuyer pour que chacun – élèves comme parents – trouve sa place au sein de son pays d'accueil.



Ces deux élèves viennent de Croatie et d'Érythrée.



Les écoles lasalliennes du Pays basque espagnol débutent chaque journée par un temps de réflexion sur la justice, la paix, l'égalité. À ces échanges, s'ajoutent des journées consacrées à ces thèmes.

MIREILLE BROUSSOUS

POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE

Malgré le vent frais et un crachin persistant, quelques collégiens jouent au football dans la cour de l'établissement La Salle Ikastetxea de Saint-Sebastien, au Pays basque espagnol. D'autres se sont réfugiés sous le préau et discutent joyeusement avec Xabier Cendoya, l'un des animateurs de la pastorale. À chaque récréation, trois enseignants surveillent à tour de rôle les 950 élèves, âgés de 12 à 18 ans, de cette structure qui va de la maternelle au baccalauréat. Bien souvent, ils poursuivent avec les élèves les discussions amorcées le matin. Car, dans cette école, toutes les journées commencent par un débat qui peut avoir pour support tantôt le témoignage vidéo d'une personnalité, tantôt un article de journal, tantôt un texte littéraire ou religieux. La justice, la paix, l'égalité, la violence sont au centre de ces réflexions.

Depuis 2005, les écoles lasalliennes du district (qui englobe le Pays basque, la Rioja et la région de Saragosse) se sont lancées dans un projet d'éducation à la justice. « Notre objectif premier est de créer une société plus juste et plus fraternelle », explique Angel Mari Oyarzanal, membre de la mission éducative lasalienne. « Ce temps d'échange peut durer dix minutes ou une heure, en fonction de l'intérêt du professeur et de la classe pour la thématique et des impératifs scolaires », précise Jaione Maiz Irakaslea, responsable de la pastorale, moteur de ce projet. Avec quelques collègues, c'est elle qui prépare les textes et fournit aux enseignants le matériel pédagogique.

Journée des droits de l'enfant

À ces échanges s'ajoutent des journées ou des semaines consacrées à des thématiques précises en lien avec la question de la justice, durant lesquelles des discussions ont lieu entre des groupes de jeunes et leurs tuteurs. En novembre dernier, une journée a été consacrée aux droits de l'enfant, une autre à la violence faite aux femmes. En janvier, une semaine entière sera consacrée à la justice et à la



Les itinéraires solidaires renforcent les liens entre élèves.

© Jaione Maiz Irakaslea

paix. Des discours seront lus par le directeur de l'établissement, Imanol Olasagasti, ainsi que par des élèves ; ceux de maternelle et de primaire chanteront des chansons et un « geste de paix », sorte de chorégraphie collective très festive, viendra couronner le tout. En mars prochain, une semaine de la solidarité sera organisée et donnera lieu à des ateliers de réflexion mais aussi à des actions très concrètes de soutien à l'ONG lasalienne Proyde qui finance des travaux d'entretien ou de construction d'écoles – lasalliennes ou non – en Afrique ou en Amérique latine. « Pendant cette semaine de solidarité, les enfants vendent des gâteaux pendant les récréations, des repas solidaires sont organisés ainsi que des tombolas. Chaque année, nous parvenons à réunir autour de 10 000 € », expose Jaione Maiz Irakaslea. Inutile de préciser qu'en faisant de la justice un axe de réflexion, les enseignants s'exposent un peu plus qu'ailleurs. « Nous ne pouvons pas parler de justice à tout bout de champ sans être très vigilants vis-à-vis de notre propre comportement à l'égard des élèves, précise Luken San Sebastian, professeur d'histoire et responsable de la scolarité des 16-18 ans. De toute façon, si un élève estime qu'une injustice a été commise à son encontre, il ne se gêne pas pour nous interpeller. » Les conflits entre élèves qui peuvent survenir sont ici l'occasion d'un débriefing immédiat. Dans leurs cours, les enseignants s'approprient la question de la justice de façon explicite. Luken San Sebastian, par exemple, travaille sur

cette thématique pendant deux semaines, interrompant son cours d'histoire pour traiter des sujets plus actuels : la parité hommes/femmes en politique ou dans le monde du travail, la crise économique et le renforcement des inégalités, etc.

D'autres enseignants, comme Joxe Arizmendiarieta, professeur de sciences naturelles et responsable pédagogique des 14-16 ans, ont lancé de vastes projets interdisciplinaires impliquant un travail en groupe. Aux élèves de 14-15 ans, il a proposé un thème de travail : « Rendre la ville plus solidaire ». Les pistes, nombreuses, vont des défauts urbanistiques qui isolent certains quartiers aux modalités d'accueil des immigrés, en passant par l'expropriation de ceux qui ne peuvent plus payer leurs traites. « Les élèves doivent rencontrer les associations ou les responsables de la ville, construire une véritable problématique et imaginer des solutions. Cela donne lieu en fin d'année à des communications, des expositions de photos et de vidéos », développe Joxe Arizmendiarieta.

Si le socle de cette éducation à la justice est la réflexion du matin, de nombreuses autres initiatives ont vu le jour au cours de ces dernières années. Dès 5 ans, pendant les deux heures de « temps libre » qu'ils ont le samedi matin, les enfants travaillent sur des questions de justice à partir de jeux de coopération. Lors des heures de pastorale, ils ont le choix entre divers ateliers. L'un d'entre eux porte sur la bioéthique et plus généralement sur les questions éthiques que soulève le développement des sciences et des techniques. Il y deux ans, un itinéraire solidaire a également été créé. Il a lieu au début des vacances d'été et est destiné aux élèves de 17 ans. Une randonnée les conduit d'un établissement lasallien du Pays basque à l'autre pendant cinq jours. À chaque étape, ils sont amenés à rencontrer des personnalités engagées dans des activités solidaires qui leur parlent de leur parcours et de leur quotidien professionnel : des responsables de centres d'hébergement, des animateurs de pastorale intervenant en prison, des bénévoles travaillant au sein de banques alimentaires ou encore acteurs pour le commerce équitable – un secteur cher aux établissements lasalliens qui, pour certains d'entre

Les enseignants s'exposent un peu plus qu'ailleurs.

eux, ont ouvert des boutiques labélisées destinées aux enseignants et aux parents. Chaque année, une vingtaine d'élèves se portent volontaires pour cette expérience.

Enfin, depuis l'an dernier, de jeunes étudiants (en 1^{re} et 2^e année d'université) passés par l'établissement lasallien peuvent suivre une formation afin de participer à des missions humanitaires.

Actuellement, un groupe de quatorze jeunes est en deuxième année de formation. Lors de réunions hebdomadaires, on les prépare à leurs futures missions. « J'ai rejoint l'été dernier une association lasallienne qui travaille à Cordoue et fait du soutien scolaire auprès d'enfants d'un quartier très pauvre. Je me suis rendu compte qu'il n'est pas facile d'aider les autres, témoigne Inigo Pastoriza, l'un de ces étudiants en formation. Il y a eu des moments tendus. L'an prochain, nous partirons peut-être en Argentine ou en Bolivie, mais uniquement si l'équipe est assez soudée et se sent prête. »



Luken San Sebastian, professeur d'histoire, et Jaione Maiz Irakaslea, responsable de la pastorale.

▶ L'ESPAGNE INSPIRE LA FRANCE. Les projets d'éducation à la justice et à la paix mis en place dans les écoles lasalliennes espagnoles et portugaises inspirent les écoles lasalliennes françaises. « Nous ne pouvons pas simplement copier ce qu'ils font. En Espagne, il existe déjà une vraie culture de la justice sociale accompagnée d'un fort engagement associatif. En France, nous devons encore nous concentrer sur la relation à l'autre, sur la gestion des différences et sur le "faire ensemble" », explique Véronique Sarda, du département « Parcours d'éducation à la justice » du réseau lasallien. L'idée consiste aussi de partir de ce qui se fait déjà dans les établissements français autour de l'éducation à la justice, de le développer et d'en renforcer la cohérence. MB



Dans les établissements publics de Suisse romande, une nouvelle discipline a été introduite à l'école puis au collège. Intitulée « Éthique et cultures religieuses », elle remplace la « Culture biblique ». Reportage dans le canton de Vaud.

SYLVIE HORGUELIN

⇒ ECA 346, déc./janv. 2012.

SACRÉE SUISSE !

Le cours de Françoise Badel vient de débiter dans le collège public de Pully, une commune aisée qui jouxte Lausanne. Et tous les petits visages des 6^e sont tournés vers leur professeur principal qui leur enseigne le français, l'histoire, et ce matin, une discipline qu'ils apprécient beaucoup : « Éthique et cultures religieuses. »

Livres fermés, les collégiens écoutent Françoise leur raconter comment Femme-Ciel tomba dans le bleu de la nuit avant d'atterrir sur le dos d'une vieille tortue. Pour le peuple iroquois, la Terre a été créée sur le dos de cette tortue avec un peu de boue ramenée du fond des eaux. Ce récit cosmogonique transporte les enfants dans le grand Nord canadien, bien loin de la douce Suisse. Loutres, castors et rats musqués traversent cette histoire étrange que les élèves vont analyser. Julian remarque qu'avant la naissance de la Terre, « il y avait déjà quelque chose », tandis que Julie souligne que « les animaux existaient avant les hommes ».

Questions existentielles

Mais l'heure est venue d'ouvrir *Aux origines du monde*, le livret dans lequel ils peuvent relire ce récit, contempler les illustrations et réaliser des exercices ludiques qui leur permettent d'entrer dans l'intelligence du texte.

À raison d'une séance de 45 minutes par semaine, cette classe a déjà étudié plusieurs récits d'origine qui sont autant de manières de voir et de comprendre le monde. Françoise Badel s'est attardée longuement sur celui de la Genèse, puis a continué avec un récit babylonien, un égyptien, un grec et un chinois. Aussi tout naturellement, les collégiens établissent des comparaisons. « Dans la Bible, le monde est créé en six jours, déclare Dorian. Chez les Iroquois, on ne connaît pas la durée. » « Ce sont les hommes qui sont les héros

d'habitude ; ici ce sont des femmes », remarque Amandine. Chaque texte donnant son éclairage sur le rôle et la place des êtres humains sur cette terre, le cours se termine parfois par des questions existentielles. « *Le bien et le mal sont-ils indispensables à la vie ?* » se demandent les enfants après avoir étudié le récit iroquois.

En préalable à ce voyage passionnant à travers le temps et l'espace, deux séquences, l'une sur « *l'origine de l'univers selon les scientifiques* », avec la théorie du big bang, l'autre sur « *l'apparition de la vie selon les scientifiques* », avec l'évolution des espèces, leur ont permis de comprendre le statut de ces récits. Ainsi, les élèves ont pu lire dans la partie qui introduit le passage de la Genèse : « *Pendant des siècles, on a considéré que le monde était né exactement comme la Bible le raconte. Peu à peu, cette façon de voir a été remise en question [...]. Aujourd'hui, la plupart des croyants – juifs ou chrétiens – pensent que le récit biblique de la Création exprime, sous une forme poétique, une vision de Dieu, de l'univers et du rôle des êtres humains sur la terre.* » Les créationnistes n'ont qu'à bien se tenir !

Et pour éviter toute lassitude, Françoise Badel interrompt parfois sa plongée dans les textes, en étudiant un monument (cathédrale, mosquée...) ou une œuvre d'art, avec l'aide des livrets *Architecture et religion* et *Merveilles de l'art sacré*. Une première pour cette enseignante qui utilise



Françoise Badel utilise le livret *Aux origines du monde* pour aborder en 6^e les récits de la Création.

depuis septembre 2012 ces nouveaux outils pédagogiques, conçus par les éditions Agora¹. « *C'est le canton de Vaud qui a choisi ces livres pour les enseignants* », explique le professeur. Et celle-ci se réjouit de ce matériel qui combine livrets de l'élève et fiches du maître très complètes, avec des prolongements sur le site d'Agora. « *Ce sont des séances clés en main qui nous sont proposées. Elles comprennent même les corrections des exercices. Les enseignants qui prétendent ne pas pouvoir se lancer faute de formation n'ont plus d'excuses !* »

expose Françoise, enthousiaste. L'année dernière encore, elle enseignait à cette même classe l'Évangile de Luc et les Actes des apôtres, au programme de 6^e en « Culture biblique ». Désormais remplacée par « Éthique et cultures religieuses », cette matière, pour laquelle on peut encore être dispensé, devrait devenir obligatoire et faire l'objet d'une évaluation dès la rentrée prochaine. « Dans ma tête, il était clair que l'histoire biblique n'était pas de la catéchèse, aussi j'apprécie cette diversité qui dissipe l'ambiguïté. » Seuls quelques enseignants évangélistes regrettent, semble-t-il, ce changement...

Deux visées

Non loin de là, ce même matin, dix-huit bambins de cours préparatoire² ouvrent eux aussi tout grand leurs oreilles. Egantant, Leila et Samina regardent leur maîtresse qui leur raconte la rencontre joyeuse entre Marie et Élisabeth. Nous sommes cette fois dans un quartier populaire de Lausanne, à l'école publique de Beaulieu qui

« Dans ma tête, il était clair que l'histoire biblique n'était pas de la catéchèse. »

accueille de nombreux enfants issus de l'immigration. En ce début décembre, toutes les activités privilégient le thème de Noël pour la plus grande joie des enfants et la séquence d'éthique et cultures religieuses ne fait pas exception.

L'année a commencé avec une présentation des trois religions monothéistes, mais désormais Nicole Descoedres ne parle plus que de la naissance de Jésus, en s'appuyant sur le chapitre d'*Un monde en couleurs* consacré à Noël. « Ça veut dire quoi enceinte ? » demande la petite Anita à Nicole qui clarifie le vocabulaire, avant d'inviter les enfants à retrouver l'ordre de l'histoire dans des vignettes mélangées.

« Cela fait plus de six ans que j'enseigne cette nouvelle discipline, confie Nicole. Au début, j'étais un peu choquée. Je me disais : on est dans un pays chrétien, pourquoi ne pas continuer avec l'histoire biblique ? Maintenant je trouve que c'est une ouverture et puis l'on s'attarde sur le christianisme. Je n'ai que deux Suisses dans ma classe, les autres enfants viennent d'Afrique, d'Asie et d'Europe. Cette matière leur permet de voir que l'on prend en compte leur identité et que l'on peut bien s'entendre malgré nos différences. » Quant aux parents,



À l'approche de Noël, Nicole Descoedres raconte la naissance de Jésus à ses élèves.

« il faut leur expliquer que l'école est laïque et que c'est de la culture générale. On fait de nombreux liens avec les œuvres d'art, la musique, l'architecture », complète l'enseignante.

Les éditions Agora qui ont élaboré tous les manuels, ont veillé, en effet, à ce que deux visées soient toujours poursuivies : une approche historico-culturelle, et une approche éthique et spirituelle. Et c'est ce qui en fait toute l'originalité.

À l'image du rapport Debray, l'école romande a placé la barre très haut en décidant en 2003 que les professeurs du public devaient prendre en compte « la connaissance des fondements culturels, historiques et sociaux, y compris des cultures religieuses, afin de permettre à l'élève de comprendre sa propre origine et celle des autres, de saisir et d'apprécier la signification des traditions et le sens des valeurs diverses cohabitant dans la société dans laquelle il vit ». Mais alors qu'en France, on peine à convaincre les enseignants de la nécessité d'introduire le fait religieux dans leurs disciplines, les Suisses romands présentent à leurs élèves, sans complexe, ce que juifs, chrétiens ou musulmans ont cru et croient encore aujourd'hui, sans craindre un prosélytisme rampant. Exemple.

1. Maison d'édition scolaire, spécialisée dans l'éthique et l'histoire des religions, anciennement appelée « éditions Enbri ». Site : www.editions-agra.ch

2. Appelée classe de première en Suisse.

Les éditions Agora, situées à Lausanne, ont conçu un matériel pédagogique pour les enseignants francophones du primaire et du collège qui enseignent une discipline intitulée « Éthique et cultures religieuses ». Les départements de l'Instruction publique des cantons de Berne (partie francophone), Fribourg, Jura, Valais et Vaud, ont participé à l'élaboration de ces outils choisis pour toutes les classes de la scolarité obligatoire. SH



Susciter la curiosité des 8-12 ans, rendre l'apprentissage des sciences plus ludique... Depuis une décennie, les universités organisent des cours pour les enfants sous la houlette de professeurs davantage habitués à se retrouver face à des étudiants

LAURENCE ESTIVAL

⇒ ECA 347, fév./mars 2012.

EN FAC À HUIT ANS !

Sous un froid glacial, plusieurs centaines d'enfants âgés de 8 à 12 ans s'engouffrent dans le hall de la faculté de sciences de l'université de Bonn pour assister à l'avant-dernière leçon du semestre d'hiver de la KinderUni (université pour les enfants). Martin, 8 ans, un des nombreux habitués, fréquente depuis un an ces séances. « *C'est génial !* », assure le gamin dont les yeux s'illuminent sous le regard de son grand-père, content de l'avoir arraché à son ordinateur et à ses jeux vidéo pour rejoindre ce temple du savoir... Depuis début janvier, Martin a, en effet, successivement écouté des professeurs et doctorants sur des sujets tels que la montagne et ses dangers, la vie des enfants au Moyen Âge, la musique mongole ou encore l'univers des insectes. « *Nous essayons de répondre aux questions des enfants* », explique Andrea Grugel. La responsable de cette initiative demande aux écoliers de dresser la liste des thèmes qu'ils aimeraient voir aborder à

la fin de chacune des deux sessions annuelles – une en hiver, l'autre au printemps. Avec cet inventaire à la Prévert – des sciences naturelles à la physique, en passant par les sciences humaines, toutes les disciplines enseignées sont représentées –, elle se met en quête d'enseignants qui accepteront de relever le défi. À l'image de Maik Dobley de l'institut de zoologie, qui a répondu à son appel sur « le monde des serpents ».

Les cours sont gratuits et il est inutile de s'inscrire. Mais avant d'écouter l'orateur, les enfants doivent faire tamponner leur « carte d'étudiant », un papier bleu que Martin tient à la main. « *La semaine prochaine, quand chaque case aura été cochée, je pourrai obtenir mon diplôme* », lance-t-il, non sans fierté. Ces parchemins seront remis à la fin de février aux plus studieux,

lors d'une cérémonie en présence du recteur de l'université !

L'amphi de 520 places est plein à craquer quand l'horloge affiche 17 heures. Les sièges sont réservés en priorité aux jeunes, et les parents en surnombre doivent rester, en cas d'affluence, derrière la porte. Le brouhaha cesse soudain quand l'enseignant allume son rétroprojecteur. Marie, 9 ans, sort son cahier rose dans lequel elle collectionne les bribes de savoir glanées au fil



Le monde des enfants à l'assaut de celui des serpents.

des exposés. Des pages et des pages d'une écriture d'enfant, serrée, ponctuée de dessins et de croquis pris à la volée. Un étudiant n'aurait guère fait mieux...

« *Que savez-vous des serpents ?* » demande le professeur en préambule. Une forêt de doigts se lève : « *Ils sont méchants. Et ils peuvent même manger des sangliers* », affirme un enfant, assis dans les premiers rangs. Rires dans l'assistance... avant que l'enseignant ne remette les pendules à l'heure : « *Il y a dans le monde près de 4 000 espèces différentes et seulement 300 d'entre elles sont venimeuses* », ajoute-t-il. Pas de quoi rassurer complètement le public... « *Et pourquoi ont-ils une langue fourchue ? Est-ce pour faire du mal ?* », réplique une fillette. « *Parce que leur langue remplace les mains* », reprend Maik Dobley qui fait défiler une

nouvelle diapositive où l'on voit comment le reptile utilise son organe pour prendre un œuf dans un nid d'oiseaux avant de le faire disparaître dans sa bouche et d'en recracher quelques minutes plus tard la coquille... Pendant une heure, les échanges vont bon train entre un public conquis et le professeur qui mobilise des trésors d'imagination pour rendre son exposé le plus compréhensible possible. Les orifices des reptiles situés au-dessus des narines qui les alertent des moindres dangers, sont ainsi comparés à des infrarouges utilisés par les policiers pour déclencher une alarme quand une personne non autorisée franchit la porte d'un immeuble surveillé.

Un exposé interactif

À 18 heures, l'heure est venue de lever la séance. Mais l'enseignant se tient à la disposition des écoliers. Les plus curieux seront récompensés : regroupés autour du conférencier, ils ont pu voir, et même caresser, un beau reptile tout droit sorti du laboratoire de zoologie ! Les « Oh ! » et les « Ah ! » résonnent dans la salle. Les enfants les plus réservés finissent par s'approcher, après avoir observé les plus audacieux, repartis entiers et sans bobos de leur rencontre avec « la bête » tenue d'une main ferme par le professeur.

À 18 h 30, la salle se vide complètement. Fin de partie et soulagement pour Maik Doble. « *C'est très éprouvant. Il faut à la fois adapter son discours pour employer des mots simples compréhensibles par tous ou utiliser des images, trouver des astuces pour maintenir l'assistance en éveil... Cela fait plus d'une semaine que j'ai commencé à préparer ce cours* », raconte-t-il, remettant son serpent dans sa cage de verre. « *Nos professeurs sont très exigeants avec eux-mêmes* », poursuit Andrea Grugel, citant l'exemple d'un enseignant qui avant d'entrer dans l'arène avait répété sa prestation devant ses enfants et choisi, fort de leurs commentaires, de reprendre entièrement sa copie...

Si l'université de Bonn mobilise ses meilleurs chercheurs, ce n'est pas sans arrière-pensées. « *C'est pour nous un moyen de faire découvrir aux enfants ce qu'est et comment fonctionne une université. Certains suivent ces cours pendant quatre ou cinq ans. Ils en gardent un très bon souvenir au point de frapper à notre porte au moment où ils ont l'âge de s'inscrire à la fac* », précise la



© Volker Lannert/Uni Bonn

responsable de cette KinderUni. Le choix de la tranche d'âge n'est pas non plus laissé au hasard : c'est le meilleur moment pour éveiller la curiosité. À moins de 8 ans, les enfants ne sont pas suffisamment attentifs. Et au-delà de 12 ans, ils ont d'autres centres d'intérêt. Mais que les plus grands se rassurent : entre 13 et 16 ans, ils ont la possibilité d'assister une fois par an à un rallye scientifique où ils devront, lors de la visite de laboratoires de recherche, découvrir par équipes des indices afin de répondre aux questions posées. Et les plus âgés ont l'opportunité de déposer un dossier décrivant un travail étudié par un jury de scientifiques dans une de ces cinq matières : biologie, géographie, mathématiques, chimie, physique. À la clé, un premier prix de 600 euros. De quoi susciter des vocations !

Maik Doble a su trouver les mots pour captiver son public de très jeunes étudiants.

LES KINDERUNI FONT ÉCOLE

Le 4 juin 2002, la première KinderUni a ouvert ses portes à Tübingen. De 400, le nombre de participants est passé à 900 pour la deuxième conférence, organisée un mois plus tard. Depuis, quasiment toutes les universités d'outre-Rhin proposent des cours aux enfants âgés de 8 à 12 ans. En quelques années, le phénomène est devenu un objet d'études pour des chercheurs en pédagogie. Il a aussi donné lieu, notamment à Tübingen, à la publication de livres pour enfants reprenant les interventions de certains enseignants. Et si certaines universités envisagent aujourd'hui de retransmettre les cours en ligne, ce projet est loin de faire l'unanimité. « *Car tout autant que les leçons elles-mêmes, c'est la possibilité donnée aux enfants de se retrouver dans la peau d'étudiants qui explique le succès de ces KinderUni* », observe Andrea Grugel, la responsable. **LE**



Tableaux électroniques, ordinateurs portables, plateforme d'apprentissage interactive... Les technologies numériques ont investi le lycée Akademiet de Bergen, l'un des plus innovants de Norvège.

AURÉLIE SOBOCINSKI

→ ECA 362, août/sept. 2014.

BIENVENUE AU LYCÉE DU FUTUR !

Au lycée Akademiet de Bergen, deuxième plus grande ville de Norvège, située à l'ouest d'Oslo sur la côte atlantique, l'école numérique est déjà presque de l'histoire ancienne. Pour atteindre les objectifs d'excellence et de performance éducatives à l'origine de sa création en 2004, ce lycée privé d'enseignement général et professionnel de 590 élèves, subventionné par l'État, a mis dès 2006 sur l'utilisation systématique de la plateforme Itslearning.

Comparés aux ENT français, qui restent très généralement centrés sur la vie scolaire, les relevés de notes et la gestion des emplois du temps, la solution de *learning management system* (LMS) adoptée par l'établissement norvégien vise bien plus loin en matière éducative. Elle renforce en particulier les interfaces de communication entre tous les acteurs de l'école : élèves, enseignants, direction, parents. « *Tout est parti du constat – et du regret – de voir l'ensemble des supports de cours et des ressources pédagogiques mis au point par les enseignants, perdus pour la communauté une fois la classe terminée* », explique Johs Totland, le directeur d'Akademiet. Son prédécesseur a eu l'intuition qu'au-delà de la sauvegarde et de la valorisation de ce capital pédagogique sous forme numérique, l'établissement devait passer à un usage systématique et systémique des technologies pour apporter une plus-value décisive dans la formation et l'accompagnement offerts aux élèves. Ceci afin de

devenir... rien de moins que l'un des lycées les plus performants et innovants de Norvège !

La décision est prise sans « processus démocratique ». Une modalité inimaginable de ce côté de l'Europe ! Du jour au lendemain, la maîtrise de la plateforme Itslearning est devenue impérative pour l'ensemble des professeurs. Cette obligation constitue même un critère dans le recrutement des nouveaux enseignants à Akademiet. « *Chacune de leur séquence de cours doit être mise en ligne trois jours avant d'avoir lieu... Leur contenu final doit être enregistré au sein du calendrier commun de la plateforme en intégrant tous les liens vers les ressources interactives* », précise Johs Totland.

Déjà très sensibilisés à l'intégration des technologies numériques à l'école – le nouveau curriculum mis en place dans le système scolaire norvégien depuis 2006 intègre parmi ses cinq compétences essentielles l'utilisation des TIC –, les professeurs ont pris part à ce nouveau modèle sans difficulté. Johs Totland évoque même un « *engagement exemplaire* ». Formée à l'outil dès sa mise en place et à ses bénéfices pédagogiques potentiels, l'équipe s'est rapidement mise au travail collectivement pour développer un large corpus de ressources permettant d'approfondir au plus haut niveau les différents sujets abordés.

Pour les lycéens, déjà tous équipés d'un ordinateur portable, la version 3.0 ainsi proposée fait-elle d'Akademiet une école réellement « augmentée » ? L'outil semble en tout cas complètement intégré. « *On commence la journée en ouvrant Itslearning et en y découvrant tout ce qui nous y attend aussi naturellement que l'on se brosse les dents !* », déclarent les intéressés, sur un ton digne d'un slogan publicitaire.

Le LSM apparaît surtout comme un levier précieux pour la qualité et l'attractivité du service pédagogique. Dans une journée de classe standard, il permet la création et le développement d'une large palette d'outils rythmant et diversifiant les approches et les situations au long des six heures et

Les tableaux noirs ont été retirés des salles de classe au profit de tableaux électroniques.



Que celui qui n'a pas d'ordinateur portable lève la main !

© Akademiet Bergen



Le lycée Akademiety compte 590 élèves.



Le tout numérique passe par le tableau interactif.



Les lycéens portent leurs couleurs jusqu'au cap Nord.

Photos : D. R.

demie d'enseignement. Animations-vidéo, chats pour débattre, exercices interactifs, projets collaboratifs, du travail en autonomie à la classe inversée... De quoi renouveler la motivation des lycéens et maintenir le lien avec leurs parents, au-delà de la classe, par e-mail ou texto...

Supervision pédagogique

En agrégeant l'ensemble des cours dispensés au sein du lycée, la plateforme permet aux élèves de bénéficier non seulement d'un matériel numérique disponible à tout instant mais aussi d'une qualité garantie. Son utilisation se double en effet d'une supervision pédagogique « décisive », selon Johs Totland : tel un tableau de bord, il est possible de contrôler en temps quasi réel que toutes les activités proposées correspondent aux items du curriculum et qu'elles sont mises en lien entre elles. « Les élèves peuvent ainsi vérifier par eux-mêmes la cohérence de l'enseignement proposé et le degré d'avancement des cours par rapport aux examens », souligne le chef d'établissement. La plateforme est aussi le support d'un tutorat personnalisé assuré tout au long de l'année, à raison d'un professeur « mentor » pour quinze élèves, qui prodigue à chacun de nombreuses ressources complémentaires ciblées pour les aider à combler leurs lacunes respectives. Au sein de la direction, Johs Totland écarte toute ressemblance avec « Big Brother ». « Je veux une équipe libre et investie. Il ne s'agit pas de contrôler les enseignants ou les élèves à longueur de journée, seulement d'apporter une transparence, une visibilité et une continuité dans le fonctionnement qui facilite et optimise la qualité de notre offre pédagogique. Cette plateforme n'est qu'une boîte à outils. »


Les résultats sont au rendez-vous. Premier signe tangible, brandi par le chef d'établissement : le

classement d'Akademiety à l'enquête de satisfaction nationale des élèves à propos de leurs lycées, qui le place 40^e sur 385. Un deuxième encore, les demandes d'inscription reçues par l'établissement sont deux fois plus nombreuses que le nombre de places proposées. Aux examens nationaux enfin, 70 % des lycéens d'Akademiety ont reçu une note supérieure à 4/6 (six est la note la plus élevée) et 1,6 % d'entre eux ont échoué (contre 10 % au niveau national). « Nos élèves ne sont pas les meilleurs en maths ou en sciences comme dans d'autres pays d'Europe, en revanche ils excellent dans leur capacité d'adaptation, de collaboration et de prise tant d'initiatives que de responsabilités », commente le responsable d'Akademiety.

Pour ce qui est des équipements, l'établissement ne présente pas de démesure particulière. Il dispose d'« une couverture Internet générale et des postes en nombre suffisant pour chacun (un par professeur, un par étudiant) », détaille Johs Totland. En matière de profils d'élèves, Akademiety recrute les plus motivés sur la base du bulletin scolaire, comme le stipule la loi norvégienne. Enfin, Akademiety, subventionné à 85 % par l'État, affiche des bourses à 1 200 € par an incluant l'ordinateur portable.

Le numérique partout !

90 % des établissements en Norvège utilisent une plateforme d'apprentissage à distance, et 100 % d'entre eux au secondaire. L'intégration du numérique a été placée au cœur de la réforme du système scolaire initiée en 2006, le gouvernement considérant que les compétences numériques appartiennent aux savoirs de base et sont aussi importantes que la maîtrise de la lecture et de l'écriture. Un plan ambitieux a été lancé en ce sens avec la mise en place d'un référentiel (curriculum) qui suit l'élève tout au long de sa formation et de son parcours professionnel. Un centre sur les TIC dans l'éducation est chargé tous les deux ans d'évaluer l'évolution de l'école norvégienne en la matière.

 En Norvège, le système scolaire, essentiellement public, compte 615 000 élèves dans le primaire (Barneskole, de 6 à 13 ans), l'équivalent au collège (Ungdomsskole, de 13 à 16 ans), et 19 000 dans le secondaire (Videregående skole, de 16 à 19 ans). Le pourcentage d'établissements privés subventionnés (à hauteur de 85 % par l'État) s'élève à 5-6 %.



Comment s'ouvrir à tous en garantissant à chacun une égalité des chances et le respect de son identité ?

L'institut de la Sainte-Famille, à Bruxelles, initie ses 600 élèves, d'une trentaine de nationalités différentes, au savoir-vivre ensemble.

LAURENCE ESTIVAL

⇒ ECA 352, déc/janvier 2013.

L'ÉCOLE DU SAVOIR-VIVRE ENSEMBLE

Située à Schaerbeek dans un quartier plutôt défavorisé de Bruxelles, l'école secondaire de la Sainte-Famille a fait du savoir-vivre ensemble l'un de ses chevaux de bataille, prélude indispensable pour assurer des conditions de travail favorisant l'égalité des chances. Sacré défi à relever pour l'établissement qui accueille quelques 600 élèves d'une trentaine de nationalités différentes ! L'école propose notamment aux jeunes de définir des règles communes pour lutter contre la violence, les incivilités ou le racket, premières causes de perturbation. Après s'être mis d'accord sur la rédaction de ce que l'établissement nomme lui-même « la Loi », les élèves élisent chaque année leurs représentants au sein du Conseil de citoyenneté où siègent aussi des professeurs et des éducateurs. Cette structure se réunit une fois par semaine et reçoit les élèves en cas de manquement aux principes qu'ils ont eux-mêmes contribué à édicter...

« Il s'agit de proposer à ceux ayant enfreint "la Loi" des actions pour réparer leur image », résume Bruno Derbaix, sociologue et philosophe de formation.

Fierté et solidarité

Cet encouragement au savoir-vivre ensemble repose par ailleurs sur l'implication de tous dans des projets citoyens (organisation d'une vente au profit d'une ONG, travail de sensibilisation sur le conflit entre Israéliens et Palestiniens...). Une façon de développer l'esprit de solidarité. Également à l'actif de l'établissement : l'organisation de fêtes rassemblant tous les élèves, quelle que soit leur religion, à l'occasion de Noël comme de l'Aïd-el-Kébir. Ces manifestations sont destinées à lutter contre le racisme et à apprendre le respect mutuel aux participants. « Les réflexes

identitaires sont bien souvent des parasites. En procédant de la sorte, on évite des réactions frontales qui viennent perturber les cours », observe le professeur.

Pour les cours de religion, la Sainte-Famille bénéficie de l'appui d'un professeur d'origine marocaine qui participe avec le professeur de religion à un exposé à deux voix mettant en évidence les parallèles entre la religion chrétienne et l'islam. Ce projet s'inscrit dans le dispositif



Les élèves volontaires (un par classe) discutent de la construction du texte de « la Loi ».

« Langue et culture d'origine » déployé dans de nombreux établissements de la communauté francophone par le ministère de l'Éducation qui, depuis une dizaine d'années, multiplie les dispositifs visant à favoriser l'égalité des chances : de la création de zones d'éducation prioritaire, avec des moyens humains et financiers importants, à la mise en place d'une politique de quotas afin d'encourager la mixité scolaire, en passant par l'accompagnement de primo-arrivants ou la lutte contre les discriminations de genre.

« Nos établissements utilisent toutes leurs marges d'autonomie pour innover, même si l'école ne peut à elle seule résoudre tous les problèmes », reconnaît Guy Selderslagh, directeur du service d'étude au SeGEC¹...

1. Secrétariat général de l'enseignement catholique en communautés française et germanophone de Belgique.

LA MOBILITÉ DES PROFS RESTE À CONSTRUIRE



Pour Anne Bernier, 41 ans, professeur de mathématiques et de physique au lycée technologique privé Iser-Bordier de Grenoble, la rentrée scolaire 2014 ne ressemble en rien aux neuf précédentes. Depuis presque une décennie, l'enseignante avait l'habitude de se retrouver chaque mois de septembre devant... les élèves turcs du lycée francophone Sainte-Pulchérie d'Istanbul. « *Je n'ai aucune appréhension !* »,

À l'heure où l'enseignement catholique a inscrit l'accueil à tous les publics parmi ses priorités, les compétences acquises par Anne Bernier sont un véritable trésor ! « *Nous avons besoin de professeurs avec cette ouverture d'esprit*, observe Louis-Marie Piron, responsable des relations internationales au Sgec. *Et s'il y a plusieurs manières de la développer, la mobilité internationale constitue un des leviers privilégiés. Confrontés à d'autres cultures et modèles*



Les séjours au Togo de Cyrille Jan (1^{er} à g.) ont modifié sa perception de l'enseignement.

lance-t-elle, prête à relever le défi, avec dans sa besace une sacrée capacité d'adaptation, héritée de son séjour sur les rives du Bosphore.

Ouverture culturelle

« *À Sainte-Pulchérie, j'ai dû trouver immédiatement des méthodes de travail adaptées à mes élèves, une partie des jeunes, pourtant brillants, étant bloqués par leur niveau de langue en français.* »

En concertation avec le professeur de lettres, elle décide, quelques mois après son arrivée dans la capitale turque, de changer le programme de physique pour l'adapter à l'évolution des connaissances des élèves dans la langue de Molière... « *J'ai aussi appris à faire des phrases courtes avec des mots les plus simples possibles et à accorder une large part aux travaux pratiques et aux exercices de simulation sur ordinateur, afin de m'assurer que les notions théoriques avaient bien été assimilées. Une expérience à l'étranger modifie profondément la manière d'exercer son métier* », expose la pédagogue.

pédagogiques, les enseignants partis à l'étranger ont pris du recul sur leurs pratiques. De plus, les liens tissés avec leurs collègues locaux permettent de développer des partenariats entre leur établissement en France et ceux qui les ont accueillis. Ces projets participent à l'ouverture culturelle des élèves. »

Cyrille Jan, 34 ans, qui effectue cette année sa première rentrée en CM2 à l'école du Saint-Esprit à Paris, après un deuxième séjour d'un an au Togo, témoigne de ce cercle vertueux... « *J'ai découvert*

sur place ce qu'était l'extrême pauvreté. Lors de mon premier séjour de trois ans entre 2006 et 2009, j'ai compris l'importance pour ces enfants de réussir à l'école, observe-t-il. Mais comment arriver à les tirer vers le haut dans un modèle éducatif rigide, prenant peu en compte leurs problèmes spécifiques ? La plupart d'entre eux ne parlaient pas le français et n'avaient de ce fait aucune chance de s'en sortir ! »

Face à cette situation, comme Anne, Cyrille expérimente. Sa solution : partir de ce que les élèves savent faire pour les conduire à aller de l'avant au lieu de suivre le programme tel qu'il était conçu. Lors de son deuxième séjour au Togo, en 2012-2013, il a travaillé avec la direction de l'enseignement catholique de Lomé sur un programme de formation pour les enseignants afin d'adapter leur manière de faire cours aux enjeux auxquels ils sont confrontés. Un programme dans lequel interviennent depuis peu des professeurs français en fin de carrière ou à la retraite, appelés à partager leur expertise avec leurs collègues

Ouverture sur d'autres cultures, nouvelles méthodes de travail, constitution de réseaux pour favoriser les échanges entre les écoles françaises et étrangères... Parée de multiples avantages, la mobilité internationale des enseignants a pourtant bien du mal à décoller.

LAURENCE ESTIVAL

⇒ ECA 362, août/sept. 2014.



Les partenariats avec les écoles de Terre Sainte feront-ils des émules ?

togolais, dans le cadre de mobilités de courte durée.

Pas assez de candidatures

Pour susciter l'envie chez les enseignants de s'en aller vers le vaste monde, l'enseignement catholique français a signé une convention avec la DCC (Délégation catholique pour la coopération).

Recevant chaque année de nombreuses demandes d'établissements francophones situés aux quatre coins du monde, la Délégation¹ les met en relation avec les candidats potentiels. Les volontaires bénéficient d'une mise en disponibilité de dix ans maximum et sont prioritaires à leur retour pour accéder aux emplois vacants dans leur diocèse. Et si le professeur a enseigné en français, et donc contribué au rayonnement culturel de l'Hexagone, sa période hors des frontières est prise en compte pour son ancienneté.

Malgré ce cadre légal, les candidatures ne se bousculent pas... « Partir enseigner à l'étranger reste pour beaucoup inaccessible, nuance Jean-François Canteneur, adjoint au directeur diocésain de Paris et responsable du réseau Barnabé². Si les volontaires sont prioritaires à leur retour pour retrouver un poste, nous ne pouvons absolument pas le leur garantir. Pour les non titulaires, c'est encore plus compliqué. Du coup, certains hésitent à prendre des risques. » Autre challenge : dans la majorité des cas, les enseignants à l'étranger sont embauchés

dans le cadre de contrats de volontaires de solidarité internationale ou de droit local et sont rémunérés en fonction des échelles de salaires pratiquées dans leur pays de destination.

Enseignante depuis un an en CM1 et CM2 à l'école Sainte-Thérèse de Saint-Brieuc, Bernadette Drapeau, 28 ans, illustre ces difficultés. Partie en 2010 pour trois ans, elle met d'abord le cap sur un collège palestinien à Ramallah pour enseigner le français à des jeunes dont c'était la deuxième langue vivante. « Sur place, tout s'est bien passé mais ce furent deux années épuisantes. J'ai trouvé pour ma troisième année un poste plus tranquille dans une autre institution grâce à mes contacts locaux, mais les autorités israéliennes ont refusé de renouveler mon visa. Comme il était trop tard pour faire une demande de réintégration en France, je me suis tournée de nouveau vers la DCC qui avait heureusement un poste à pourvoir à Tunis ! », détaille-t-elle.

Quant au projet d'échanges qu'elle a cherché à initier à son retour entre son école bretonne et un ancien collègue tunisien, il a rapidement tourné court, faute d'une même formation à la pédagogie par projet de l'autre côté de la Méditerranée... Bernadette reconnaît que ces trois années au Proche-Orient et au Maghreb auront sans aucun doute des retombées sur son parcours professionnel. « C'était vraiment une expérience extraordinaire. Elle m'a profondément transformée, même si je manque de recul pour mesurer ses conséquences dans la durée. Ce que j'ai vécu sur place est ce qui me reste de plus fort, et non les difficultés qui étaient pourtant bien présentes. »

1. Site : <http://ladcc.org>

2. Réseau de coopération de l'enseignement catholique avec les écoles chrétiennes de Terre Sainte. Site : <http://www.reseauarnabe.org>

La situation des enseignants très contrastée

Classes un peu plus chargées que la moyenne des pays de l'OCDE (22 contre 21 dans le primaire, 25 contre 23 dans le secondaire), horaires conséquents (900 heures par an contre 782 en moyenne dans le primaire), salaires inférieurs de 10 % à ceux de pays similaires en début de carrière... Les comparaisons internationales ne sont pas flatteuses pour la France même si notre pays n'est pas un cas isolé. À y regarder de plus près, l'image est en réalité plus contrastée. Les études de l'OCDE pointent notamment la capacité de la France à attirer plus de jeunes diplômés qu'ailleurs, notamment dans le primaire où le taux des moins de 30 ans est supérieur à la moyenne (29 % contre 26 %). Représentant 33 % des effectifs, les plus de 50 ans sont également moins nombreux que dans des pays similaires, à l'image de l'Allemagne (46 %) et plus encore de l'Italie où ils sont autour de 60 % ! S'intéressant au temps de travail des enseignants, l'OCDE note que les écarts entre la France et les autres membres diminuent dans le secondaire où ils sont alignés sur ceux de pays comparables. Concernant les rémunérations, à l'approche de la retraite, elles sont dans notre pays supérieures à celles proposées par une majorité de partenaires. En Finlande, les débutants recrutés à des salaires supérieurs à la moyenne finissent leur carrière au-dessous de ce revenu de référence, quand, en Suède, la progression au fil des ans est beaucoup moins marquée qu'ailleurs. **LE**

COMMENT LES SYSTÈMES ÉDUCATIFS ÉTRANGERS INTERROGENT NOS PRATIQUES



BON DE COMMANDE

HORS-SÉRIE « REGARDS ÉDUCATIFS D'AILLEURS » **8 € (port compris)**

6 € l'ex. à partir de 10 ex. (port compris) / 5 € l'ex. à partir de 50 ex. (hors frais de port).

Nom/Établissement :

Adresse :

Code postal/Ville :

Souhaite recevoir : exemplaires. Ci-joint la somme de : € à l'ordre de :

Sgec, Service publications, 277 rue Saint-Jacques - 75240 Paris Cedex 05. Tél. : 01 46 34 72 71 (58).



**1 an
6 numéros
+ 2 hors-séries**

ECA

 Enseignement catholique
actualités

L'abonnement : 45 €

➤ **72 pages d'actualités, d'initiatives
avec de nombreux témoignages de chefs
d'établissement, de profs et d'élèves.**

Abonnez-vous !

Pour toute information,
vous pouvez contacter le service abonnement :
abonnements-eca@enseignement-catholique.fr



www.enseignement-catholique.fr

Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique,
277 rue Saint-Jacques, 75240 Paris Cedex 05. Tél. : 01 53 73 73 71 (58).
Vincent Imprimeries, 26 avenue Charles-Bedaux, BP 4229 - 37042 Tours Cedex 1. Reproduction interdite.